



CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

COMMUNAUTE DE COMMUNES ENTRE BEAUCE ET PERCHE

2015 – 2021

AVENANT N°2

CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE ENTRE BEAUCE ET PERCHE

2015 – 2021

AVENANT N°2

Entre

La Région Centre-Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n° par délibération de la CPR n°**18.08.26.60** du 14 septembre 2018

Et

Le Communauté de communes Entre Beauce et Perche représentée par Monsieur Philippe SCHMIT, Président, dûment habilité par délibération du 18-170 du 24/09/2018

VU :

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

La délibération du Conseil régional DAP n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives,

La délibération du Conseil régional DAP n°17.05.03 du 21 décembre 2017 modifiant le cadre d'intervention de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, et prévoyant la signature d'avenants aux Contrats déjà signés pour intégration des nouvelles modalités,

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »,

La délibération DAP n° 14.09.26.121 du 17 octobre 2014 « Ambitions 2020 » pour le bassin de vie de Chartres,

La délibération CPR n°15-09-26-95 du 16 octobre 2015 relative à la décision de la Région sur le programme d'actions présenté sur le territoire du pays de Combray et Courvilleois,

La délibération CPR 18.08.26.60 du 14 septembre 2018 2018 relative à la modification du CRST de la communauté de communes Entre Beauce et Perche pour intégration des nouvelles modalités, modification du périmètre et de la dotation,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Afin d'intégrer les nouvelles modalités votées par l'Assemblée plénière du 21 décembre 2017, entériner le nouveau périmètre de contractualisation et le changement de signataire, le Contrat tel qu'il résulte de sa signature initiale et de ses éventuels avenants est intégralement remplacé par les articles suivants :

Article 1 : OBJET

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale Entre Beauce et Perche définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'Internationalisation et d'Innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose **de services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.
- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

En termes de moyens d'animation du Contrat :

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maitres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

En termes de suivi du Contrat :

- un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

En termes de limitation des surfaces artificialisées :

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maitres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :

- les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maitres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.
- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.
- les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

En termes de financement :

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :

Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maitres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat.

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

Article 3 : PERIMETRE

Toutes les mentions relatives aux communes de Sandarville et Ermenonville-la-Grande dans le contrat et le programme d'actions sont supprimées.

Le Contrat s'applique au territoire de la Communauté de communes Entre Beauce et Perche, soit des communes suivantes :

Commune	Population*	Commune	Population*
Bailleau-le-Pin	1569	Magny	657
Billancelles	321	Marchéville	518
Blandainville	240	Méréglise	103
Charonville	313	Montigny-le-Chartif	664
Les-Châtelliers-Notre-Dame	131	Mottereau	167
Chuisnes	1096	Orrouer	303
Courville-sur-Eure	2815	Pontgouin	1120
Crécy-Couvé	254	St-Arnoult-des-Bois	882
Epeautrolles	188	St-Avis-les-Guespières	386
Ermenonville-la-Petite	179	St-Denis-les-Puits	143
La Favril	351	St-Eman	110
Fontaine-la-Guyon	1637	St-Germain-le-Gaillard	336
Friaize	236	St-Luperce	867
Fruncé	402	Le Thieulin	430
Illiers-Combray	3364	Vieuvicq	473
Landelles	634	Villebon	73
Luplanté	391		

TOTAL : 21 353 habitants

* Population municipale au 1^{er} janvier 2018, recensement INSEE 2014

Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 16 octobre 2021.

Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.

Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 16 octobre 2022, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.
Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

Article 5 : LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ACTIONS

5-1 : Montant et contenu du contrat

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 2 740 000 € répartie entre les priorités régionales selon le tableau figurant en annexe et sera intégré au programme d'actions en lieu et place du tableau précédent.**

Toutes les mentions au Syndicat mixte d'Etude Territoriale des Pays de Combray et Courvillois, à la communauté de communes du Pays Courvillois et à la communauté de communes du Pays de Combray sont supprimées, ainsi que toutes les mentions relatives aux communes de Sandarville et Ermenonville-la-Grande dans le programme d'actions.

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention définissant notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...).

L'ensemble des cadres de référence, tels que votés en séance plénière du 21 décembre 2017 s'ajoutent ou se substituent aux cadres de référence précédents. Le cadre de référence n°23 « Aménagement d'espaces publics » est adapté avec un taux d'intervention fixé à 30%.

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

b - Engagement des crédits par la Région

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

5-3 : Versement des crédits

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention. Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

5-4 : Modalités de contrôle

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT

6-1 Bilan d'étape

Trois ans à compter de la date d'effet du Contrat, les co-signataires du contrat adressent à la Région, un bilan d'étape, assorti de l'avis motivé du Conseil de Développement.

Quantitatif et qualitatif, il doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes. Il intègre les indicateurs définis en amont.

Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre. Les éventuels transferts opérés ne peuvent en aucun cas conduire à une réduction des enveloppes dédiées (A vos ID, Très Haut débit, Biodiversité, Energie), sauf proposition de la Région.

Le référent technique du territoire est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec les services de la Région, y compris pour les programmes d'actions des pôles de centralité et pôles d'animation.

6-2 Evaluation

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Fait à Orléans, le

Le Président du Conseil régional

Le Président de la communauté de
communes Entre Beauce et Perche

François BONNEAU

Philippe SCHMIT

Annexes :

- *Tableau financier récapitulatif modifié*
- *Règles de financement régional et modalités communes*

Maquette avenantée - Avenant n°2

	Investissement	Fonctionnement	Total Subvention CONTRAT	% de la dotation totale
PRIORITÉS THEMATIQUES				
A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE	1 076 500	0	1 076 500	39%
Axe A1 : Attractivité numérique du territoire	1 006 700	0	1 006 700	37%
01 : Très Haut Débit	1 006 700		1 006 700	
Axe A3 : Economie agricole	10 000	0	10 000	0%
04 : Développement de l'agriculture biologique	0		0	
05 : Diversification agricole et dévpt des circuits alimentaires de proximité	10 000		10 000	
Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire	0	0	0	0%
08 : Insertion par l'Activité économique des personnes en difficulté	0		0	
Axe A6 : Economie touristique	59 800	0	59 800	2%
10 : Tourisme à vélo	59 800	0	59 800	
B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL	476 100	0	476 100	17%
Axe B1 : Services à la population	90 500	0	90 500	3%
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures	0		0	
15.1 : Projets locaux de santé	0		0	
19 : Structure d'accueil petite enfance	74 900		74 900	
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	15 600		15 600	
Axe B2 : Développement de l'accès à la culture	57 000	0	57 000	2%
17 : Equipements de lecture publique	57 000		57 000	
Axe B3 : Sport	328 600	0	328 600	12%
22 : Equipements sportifs et de loisirs	48 800		48 800	
22-2 : Equipements nautiques	279 800		279 800	
C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL	525 400	0	525 400	19%
Axe C1 : Aménagement d'espaces publics	227 800	0	227 800	8%
23 : Aménagement d'espaces publics	227 800		227 800	
Axe C2 : Foncier	0	0	0	0
23-1 : Requalification de friches urbaines (Reconquête du foncier)	0		0	
23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs	0		0	
Axe C3 : Habitat – Logement	113 000	0	113 000	4%
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux	0		0	
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	113 000		113 000	
27 : Rénovation thermique du parc public social	0		0	
28 : Rénovation thermique du parc locatif privé	0		0	
AXE C5 : Mobilité durable	184 600	0	184 600	7%
30 : vélo utilitaire	184 600		184 600	
PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE	0		0	
30-6 : Expérimentations de "territoires en transition"	0		0	0
D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE	105 650	1 600	107 250	4%
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements)	86 850	1 600	88 450	
32 : Gestion alternative des espaces publics	18 800		18 800	
32-1 : Bonification matériaux perméables	0			
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	0		0	

ATTENDUS REGIONAUX			Proportion Maquette
CREDITS RESERVES POUR LA TRANSITION			
minimum Biodiversité	107 250	107 250	
minimum Energie	321 750	321 750	
A VOS ID	200 000	200 000	
Autres crédits proposés			
CENTRALITES ET ESPACES VECUS			
minimum Pôle de centralité	-	-	
Plafond espaces publics (15%)	411 000	227 800	
FONCTIONNEMENT			
Plafond global	500 000	11 600	
Plafond animation territoriale	-	-	

ENVELOPPE FONGIBLE				
35-1 - Forfait Energétis	213 050	10 000	213 050	
35 - Plan Isolation bâtiments publics et associatifs	213 050			
35-2 - Bonification climat énergie	40 000		40 000	
35-3 : Eclairage public - éclairage solaire des équipements publics	58 700		58 700	
37-1 : Agenda 21	0		0	
ENVELOPPE FONGIBLE	33 000	0	33 000	1%
ANIMATION TERRITORIALE DEDIEE AU CONTRAT	0	0	0	0%
SOUS-TOTAL HORS A VOS ID	2 528 400	11 600	2 540 000	93%
F : A VOS ID (dont 7 000 € pour le Lab' des Initiatives)			200 000	7%
ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT				
2 740 000				

CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

Règles de financement régional et modalités communes

Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

A – à considérer dès la conception du projet

A - 1 : CONDITIONNALITES

❖ Conditionnalités énergétiques

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m²/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an

❖ Bio-conditionnalités :

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

❖ Conditionnalités sociales :

Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

A - 2 : DEPENSES ELIGIBLES

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

Ne sont éligibles que :

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1^{er} septembre 2015).

- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale).

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'une forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

A - 3 : NIVEAUX D'AIDE

❖ Subventions et taux planchers

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

❖ Bonifications

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :
 - o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
 - o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - o bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
 - o éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m ²	9 kg/m ²
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m ²	18 kg/m ²

❖ **Cumul d'aides publiques**

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%**.

B – à considérer pour le versement de l'aide régionale

B - 1 : COMMUNICATION

Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement, le maître d'ouvrage a obligation de **mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire**. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site www.regioncentre.fr (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional**.

B - 2 : MAINTIEN DE L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS FINANCÉS

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*

B - 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

a) en fonctionnement

Ingénierie externalisée :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

Animation territoriale transversale :

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

b) en investissement

❖ Dossiers concernant le logement social :

- ✓ **Réhabilitation thermique** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information¹ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.

- ✓ **Offre nouvelle en construction** : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.

¹ Conformément au point B - 1

✓ Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation : Versement en deux fois :

- Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
- Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.

✓ Réhabilitation thermique du parc privé : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.

En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.

❖ Autres dossiers :

Subvention	Acompte	2 ^{ème} versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé : <ul style="list-style-type: none"> - par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée 		
Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	Acompte de 50% sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région. 		Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
Supérieure à 500 000 €	Acompte de 30 % sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...) - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région 	50 % sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée. 	Solde de 20% maximum sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée**, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, **à l'inauguration de l'opération.**

Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

LES CONTRATS REGIONAUX DE SOLIDARITE TERRITORIALE

MODALITÉS COMMUNES

➤ Communication :

- Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...)

- Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise (par envoi courriel à territoires.communication@regioncentre.fr) pour **validation à la Direction** de la Communication du Conseil régional (voir cadre de référence correspondant)

➤ Conditionnalités énergétiques :

- Le financement d'un véhicule léger (hors véhicules spécifiques) est conditionné à une consommation inférieure à 120 g/ CO₂/km

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**

- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)

- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** dans l'un des cas suivants :



- système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
- bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
- bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés** (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

*** justifiée par un label ou une certification (ou équivalent) du bâtiment intégrant cette Performance*

➤ Conditionnalités sociales :

- Tout projet dont le coût est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées

- Le maître d'ouvrage d'une opération de réhabilitation thermique de logements sociaux doit s'engager sur une réduction de la quittance globale du locataire de, au minimum, 10%, dans le cas où le loyer augmente.

➤ **Bio-conditionnalités :**



- Tout projet d'aménagement, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

- Bonification de 10% des aides allouées à des aménagements si une surface significative est couverte en matériaux perméables (en dehors des espaces publics pour lesquels cette condition est exigée)

➤ **Modalités financières :**

- Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être accordée si elle correspond à moins de **20 % du coût éligible** du projet, sauf dans le cas de projets dont le coût est supérieur à 5 M€ et cas particuliers tels l'immobilier d'entreprise et les zones d'activités qui engendreraient des recettes ne permettant pas d'appliquer ce taux minimum

- La subvention régionale minimum, qui est de **20 000 €**, est ramenée à **5 000 €** dans le cadre des OCMACS, et à **2 000 €** pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée ou associative, pour les projets des communes de moins de 300 habitants, ou pour les maîtres d'ouvrage publics présentant une opération au titre des investissements immatériels, ou des projets liés à l'économie sociale et solidaire, à l'énergie, au logement, à la mise en place de services à la population, à la biodiversité, au paysage, aux aménagements liés aux itinérances douces, compte tenu du fait qu'ils peuvent concerner des actions expérimentales peu coûteuses mais néanmoins intéressantes, voire exemplaires

- Sauf exception, la subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique est limitée à **10 000 €**. Elle peut être exceptionnellement portée à **30 000 €** dans le cadre de filières locales organisées et pour des projets culturels structurants, et à **50 000 €** dans le cas de projets touristiques dont le rayonnement est avéré

- Le **plan de financement** de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région (en règle générale 80%, notamment réduit dans le cas d'aides économiques, et exceptionnellement augmenté dans des cas précis prévus par la réglementation nationale et/ou européenne.

➤ **Maintien de l'usage des équipements financés :**

- En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région au *prorata temporis*.

Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

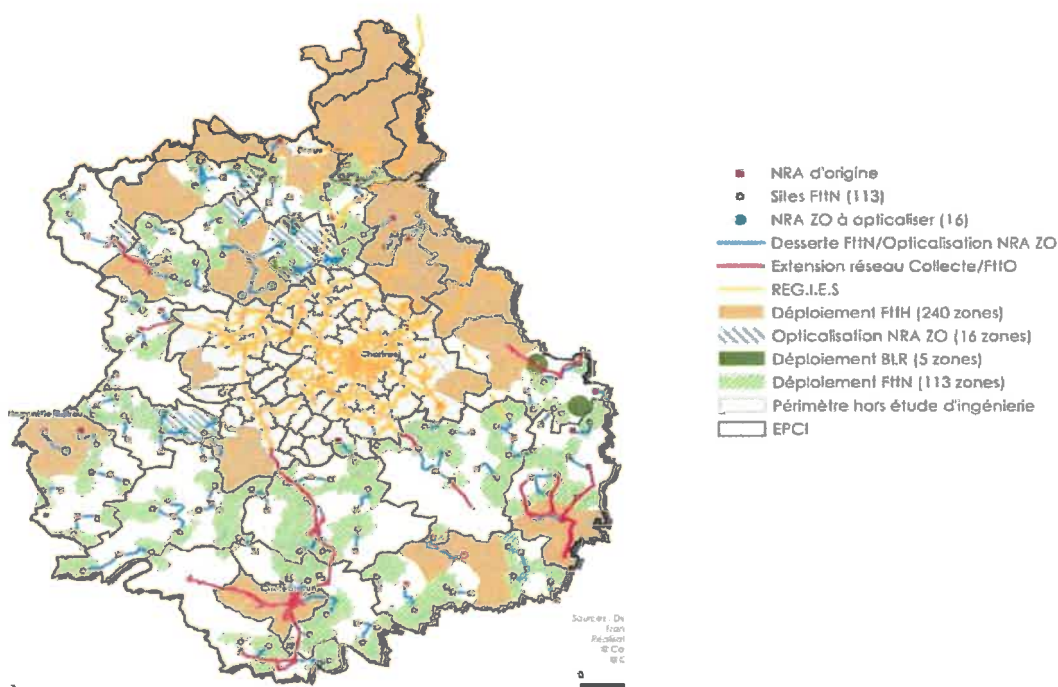
Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Accompagner la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique de l'Eure et Loir

Le Conseil départemental de l'Eure et Loir a initié la création du Syndicat Mixte Eure et Loir Numérique (SMO) pour mettre en œuvre son Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN), élaboré le 15 décembre 2010 et actualisé le 14 novembre 2011. Il associe dans cette structure le Conseil Régional du Centre – Val de Loire et les établissements de coopération intercommunale (EPCI) du Département concernés par le réseau Très Haut Débit (THD) d'initiative publique (RIP).

Les objectifs à atteindre sont :

- 73% de fibre à l'abonné (FttH) déployée d'ici 2022,
- 8% de montée en débit ADSL déployée sur les 23% de foyers disposant d'ADSL,
- 4% de locaux couverts par les technologies complémentaires Boucle Locale Radio et Satellite.



A l'issue des études d'ingénierie réalisées sur la période janvier à juin 2013, une concertation a été effectuée avec les EPCI, notamment pour le secteur d'Illiers – Combray et du Pays Courvillois.

Pour la mise en œuvre du déploiement des infrastructures, la Région interviendra à hauteur de 22,54% du cout total des investissements publics dans le département d'Eure et Loir et participera à la gouvernance de ce projet au sein de la structure de portage du Syndicat Mixte Ouvert Eure et Loir Numérique (SMO).

Afin de répondre aux demandes des acteurs économiques, les élus poursuivent une politique volontariste en matière de THD. Les fonds régionaux pour le déploiement du très haut débit sont pré-fléchés et afin de conforter la mise en œuvre à l'échelle départementale de la desserte des habitations, la Région Centre mobilise des crédits.

6 communes du territoire du SMET (2 communes du Pays Courvillois et 4 communes du Pays de Combray) sont concernées (FttH). Pour le reste du territoire, les communes sont déployées par l'initiative privée AMII.

L'enjeu est de développer au maximum, sur le territoire du SMET, les éléments du THD dans le cadre du SMO pour développer le numérique et rendre accessible un grand nombre de services à la population (recherche d'emplois, suivis administratifs, télétravail, télémedecine, écoles numériques...).

AXE A1 : Attractivité numérique du territoire	Maitre d'ouvrage	Crédits Réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N° 01 Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit	Syndicat Mixte Eure et Loir numérique (SMO 28)	320 000 €	320 000 €	0 €
TOTAL		320 000 €	320 000 €	0 €

Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit

Contexte et enjeux

La mise à disposition auprès des particuliers et des entreprises de réseaux de communications électroniques offrant des débits adaptés aux usages est un élément essentiel à la compétitivité et à l'attractivité de nos territoires.

Les opérateurs privés ont annoncé déployer de la fibre optique à l'abonné (FttH) entre 2012 et 2020 auprès de 40% de la population régionale. Ces investissements seront essentiellement concentrés sur les 8 agglomérations régionales.

Pour 60% de la population, les déploiements de fibre optique et de solutions de montée en débit sur le réseau cuivre seront assurés par les acteurs publics. Jusqu'en 2020, le coût net public nécessaire de ce chantier est évalué à plus de 560 M€.

La Région accompagnera ces déploiements dans le cadre des politiques territoriales. L'ambition a été déclinée dans le SRADDT : 70% de la population desservie en fibre optique à l'abonné à l'horizon 2020 et 30% bénéficiant du vrai haut débit.

L'effort financier régional doit créer un véritable effet levier permettant d'accélérer les chantiers prévus par les départements et de couvrir un plus grand nombre de population en ayant recours en priorité aux technologies permettant l'accès au Très Haut Débit.

Objectifs

- à l'horizon 2020, atteindre 70% de couverture de la population en fibre optique et proposer l'Internet rapide à tous les habitants
- afin de mettre en œuvre les ambitions 2020 du SRADDT en cohérence avec la stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique (SCoRAN) et les schémas directeurs départementaux (SDAN), les financements des trois contrats Région-Département, Région-Agglomération et Région-Pays seront mobilisés ;
- accompagner du déploiement de la fibre optique sur les zones d'initiative publique, au sein notamment des réseaux d'initiative publique (RIP) départementaux ;
- soutenir le développement des usages numériques à destinations des particuliers et des entreprises sur l'ensemble du territoire régional ;
- animer le partenariat régional autour des infrastructures et des usages numériques ;
- contribuer à la définition, au suivi et à l'évaluation des orientations stratégiques en matière d'aménagement numérique du territoire

Nature de l'aide

- Subvention et/ou
- Ingénierie ou portage financier

Contenu

- projets de réseau de communications électroniques, notamment : fibre optique à l'abonné, montée en débit,
- étude préalable
- fonctionnement des structures de portages de projet de RIP ;

Dépenses éligibles : Études, schémas d'ingénieries, SIG, déploiement FFTH, réseau de collecte, montée en débit (modernisation, PRM). Les dépenses seront estimées en coût net en prenant en compte les retours sur investissements.

Maitres d'ouvrage

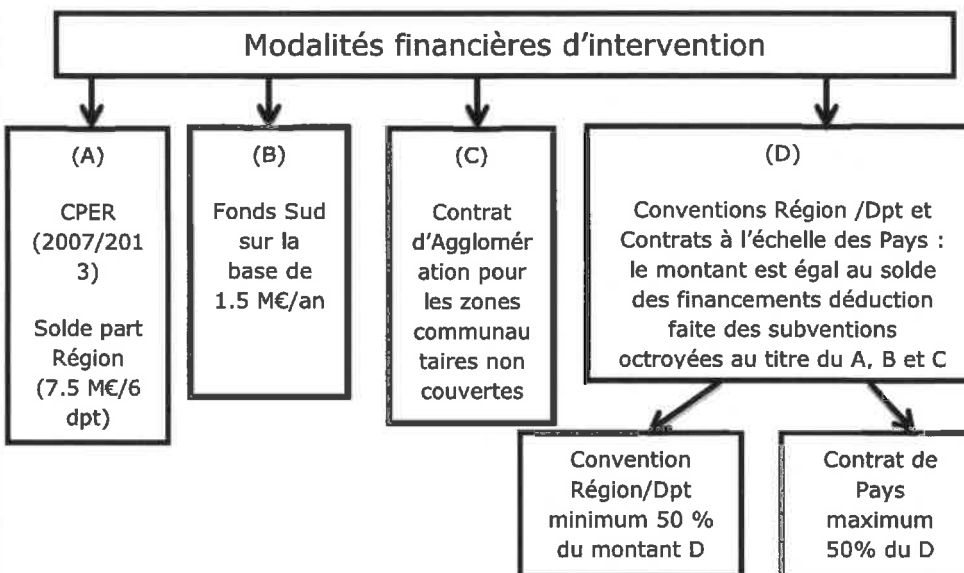
Conseil général, Syndicat mixte ouvert, autre véhicule de portage du RIP

Financement régional

Le financement régional est compris, selon les départements, entre 20% et 25% du coût net public, plafonné à 100 millions d'euros par département. Le cadre de partenariat est précisé à travers une convention signée par la Région, le Département et les EPCI concernés.

Les taux d'intervention pour chaque département sont les suivants :

- Cher : 23,77%
- Eure-et-Loir : 22,54%
- Indre : 25%
- Indre-et-Loire : 21,38%
- Loir-et-Cher : 22,82%
- Loiret : 20%



Les subventions sont inscrites dans les conventions Région/Département, les Contrats signés à l'échelle des Pays et des Agglomérations jusqu'en 2022, en fonction du rythme d'avancement des travaux.

Modalités

- justification de la cohérence du projet avec les priorités définies dans le SRADDT, la Stratégie de cohérence régionale pour l'aménagement numérique du territoire (SCoRAN) et les schémas directeurs départementaux d'aménagement numérique (SDAN)
- modèle économique du projet sur la durée de vie de l'investissement
- Association de la Région à la gouvernance du réseau d'initiative publique, notamment en tant que membre de plein droit des syndicats départementaux qui pourraient être créés
- Association de la Région au suivi des déploiements par les opérateurs sur la zone d'initiative privée, aux côtés des autres collectivités et de l'État
- projet de RIP déployé en cohérence avec les investissements des opérateurs sur la zone d'initiative privée.
- transmission des coordonnées SIG du projet (*ex ante* et *ex post*)

Indicateurs d'évaluation**INDICATEURS TRANSVERSAUX**

- Nombre d'emplois créés
- Nombre d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Taux de couverture de la population régionale en FttH
- Nombre de prises FttH déployées par l'initiative publique
- Nombre de prises FttH déployées par l'initiative privée
- Nombre de prises ayant bénéficié d'une montée en débit

Axe A3 : Economie agricole

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Diversifier l'agriculture par le développement des produits biologiques en lien avec la biodiversité,

Soutenir le développement des circuits de proximité

La diversification agricole et les circuits courts dans le domaine biologique ont peu de production et de commercialisation dans le secteur d'Illiers – Combray et de Courville sur Eure. L'objectif est de développer ce type de production et de commercialisation.

AXE A3 : Economie agricole	Crédits Réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence n°04 : Développement de l'agriculture biologique	10 000 €	10 000 €	0 €
Cadre de référence N° 05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)	10 000 €	10 000 €	0 €
TOTAL	20 000 €	20 000 €	0 €

Développement de l'agriculture biologique

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional - Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau et des paysages 	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP'Filière) - Investissements de transformation - Investissements de commercialisation 	
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre - Structures collectives, CUMA, AMAP - Collectivités (pour des locaux collectifs de vente par exemple) 	
Financement régional	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10% par rapport à un producteur conventionnel Bonification de 5% pour tout nouvel installé (cumul 40%) 35% (collectivités, CUMA, structures collectives)- la maîtrise d'ouvrage collective s'entendant par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 10 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle et 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective.</p>	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation de certification AB de l'année - Production d'une analyse économique montrant le marché visé et l'impact de l'investissement sur les postes dépenses et recettes (sur 3 ans) - Participation à une organisation collective de promotion ou de la restauration collective - Avis DDT sur la légalité de l'aide 	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés PCET 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evolution de la surface cultivée en agriculture biologique (année 0= 2012) • Evolution du nombre d'agriculteurs biologiques (année 0=2012)

***Diversification agricole et développement
des circuits alimentaires de proximité (circuits courts)***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional - Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques - Limiter le transport des productions agricoles - Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs - Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective 	
Contenu	Investissements de production, transformation, commercialisation liés à la diversification agricole, aux circuits courts, à l'agritourisme	
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures collectives, CUMA	
Financement régional	<p>25% (exploitant quelle que soit la forme juridique de l'exploitation) Bonification de 10% pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans - agriculteur biologique <p>...dans la limite de 40%</p> <p>35% CUMA, structures collectives : la maîtrise d'ouvrage collective s'entendant par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...</p> <p>Subvention plafonnée à</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 000 € pour les agriculteurs - 30 000 € pour les CUMA et structures collectives 	
Modalités	<p>Investissements éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements de production liés à une diversification, quelle que soit le type de production, si celle-ci représente moins de 20% du chiffre d'affaires global de l'exploitation - Investissements de production relative à une niche économique - Investissements relatifs à la transformation (sauf dans le cas d'une prise en charge dans le cadre d'un CAP'Filière – exemple : filière caprine) - Investissements liés à la commercialisation (matériels, locaux) <p>Modalités de financement des opérations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eligibilité de la demande examinée au vu de la production, du volume et des modes de commercialisation (et ventilation des volumes/mode de commercialisation) - La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aides publiques : Avis de la DDT relatif à la légalité de l'aide - Production d'une analyse économique et d'une étude de marché montrant l'impact de l'investissement sur les postes dépenses et recettes (sur 3 ans) - Pour les points de vente non adossés physiquement à l'exploitation, les démarches collectives seront prioritairement soutenues. Elles ne devront pas fragiliser le tissu artisanal et commercial existant (avis de la CCI et de la CMA) - Les projets de transformation ne devront pas fragiliser les structures existantes (abattoirs, etc.). Les démarches collectives seront prioritairement soutenues. 	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés nouvel installé • Nb de projets bonifiés agriculture biologique 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'exploitations ayant développé un volet commercialisation • Nombre d'exploitations ayant mis en place une nouvelle production • Nb d'exploitation ayant mis en place un volet transformation

Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire


Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Favoriser un développement adapté et équilibré des activités de services aux personnes

L'économie sociale et solidaire (ESS) peut constituer un nouveau champ structurant de l'action des collectivités territoriales et un atout pour développer l'économie et l'emploi.

AXE A4 : Economie Sociale et Solidaire	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence n°8 : Insertion par l'Activité Economique	0 €	0 €	
TOTAL	0 €	0 €	

Insertion par l'Activité Economique des personnes en difficultés

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficultés et handicapées 	
Contenu	<p>⇒ Acquisition de foncier lié au développement de l'activité de la structure</p> <p>⇒ Aide à l'investissement immobilier (y compris acquisitions foncières et immobilières) pour permettre le développement de l'activité de l'association (locaux administratifs exclus)</p> <p>⇒ Aménagements productifs, Equipement et matériels nécessaires pour le développement de l'activité de l'association (machines, outils, acquisition de véhicule...) hors mobilier et équipement des locaux administratifs</p> <p>⇒ Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire</p> <p>Domaines d'activités : agriculture bio, maraîchage, services à la personne, écoconstruction, écoconception, entretien des espaces verts, collecte et recyclage d'objets de récupération...</p>	
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> Structures agréées au titre de l'Insertion par l'activité Economique (IAE) : Association Intermédiaires (AI), Entreprise d'Insertion, Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Atelier et chantier d'insertion (ACI) Entreprises Adaptées (EA) et Etablissement ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) Régie de quartier 	
Financement régional	Taux : 40%	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à l'insertion par l'activité économique des personnes en difficultés <ul style="list-style-type: none"> Agrément de la DIRECCTE Présentation du projet social validé par les services de l'Etat Plan de formation proposée aux salariés par la structure d'insertion Soutien à l'insertion professionnelle des personnes handicapées <ul style="list-style-type: none"> Les structures doivent bénéficier d'un agrément « Entreprise adaptée » de la DIRECCTE ou « Etablissement et Services d'Aide par le Travail » par la DDCSPP Respect de la réglementation européenne en matière d'aides aux entreprises dès lors que la structure exerce une activité relevant du secteur concurrentiel. Quand l'acquisition concerne des véhicules légers, ils devront présenter un niveau d'émission en CO2 correspondant à la classe C (max 120g CO2/km). L'achat de véhicules propre est recommandé <p>Pour les projets immobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'aide régionale pour les projets de réhabilitation est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m2/an et classe énergétique C après travaux Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur) La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve d'équipements publics peut être majorée de 10% en cas de : <ul style="list-style-type: none"> système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie, ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*, ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>	
		
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> Nb d'emplois créés Nb d'emplois confortés Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées Nb d'Ha artificialisés Nb de projets bonifiés surfaces perméables Nb de KWh économisés /an Nb de GES évités /an Nb de projets bonifiés PCET 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> Nombre de personnes insérées à leur sortie du dispositif (CDD de plus de 6 mois, CDI, alternance) Nombre de personnes handicapées insérées Nombre d'utilisateurs des services de la structure Nombre de salariés de la structure ayant suivi une formation

Axe A6 : Economie touristique

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale***Accompagner l'itinérance douce touristique,******Développer l'usage des modes doux***

Un schéma global des circuits cyclables du Pays Chartrain a été réalisé en 2007 par le cabinet Altermodal. 9 boucles cyclables ont été identifiées dans le schéma global arrêté par le Pays Chartrain.

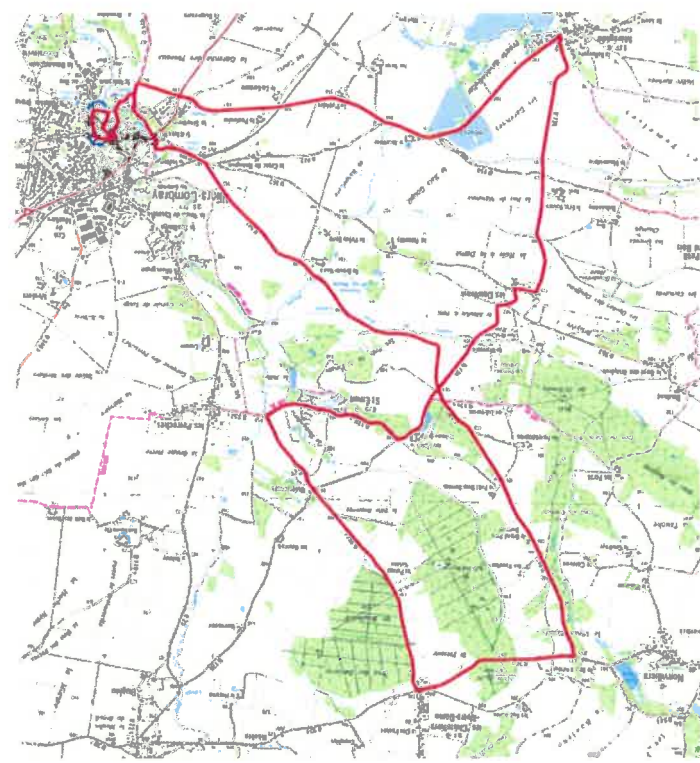
Ce schéma a permis de réaliser 3 boucles cyclables sur les secteurs de Chartres – Jouy – Gasville – Oisème mais aussi sur le secteur de Fontenay sur Eure – Saint Georges sur Eure – Saint Luperce. Ces aménagements, par l'intermédiaire d'un jalonnement et d'une signalisation directionnelle horizontale et verticale (conception, fabrication et pose de panneaux), ont permis d'accroître la fréquentation touristique et l'usage du vélo à la fois pour les touristes mais aussi pour les habitants du territoire. 3 brochures cyclables - Chartres et la Vallée de l'Eure – Au fil de l'Eure et des étangs – la Haute Vallée de l'Eure - ont été imprimées.

A la suite de la dissolution du Pays Chartrain (SIPAC), la compétence des pistes cyclables a été reprise par le SMET (syndicat mixte d'Etudes Territoriales des Pays de Combray et Courvillois).

Deux nouvelles boucles cyclables, avec un jalonnement et une signalisation, sont programmées par le Syndicat Mixte d'études Territoriales des Pays de Combray et Courvillois (SMET), sur le secteur de Nogent Le Roi et Illiers – Combray..

AXE A6 : Economie touristique	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de Référence 10 : les Pays à vélo	62 900 €	59 800 €	3100 €
TOTAL	62 900 €	59 800 €	3100 €

Réalisation de deux circuits cyclables sur le secteur de Nogent Le Roi et d'Illiers – Combray



Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte d'Etudes Territoriales des Pays de Combray et Courvillois (SMET)

Montant estimatif du projet : 74 750 €

Contenu : Jalonement et signalisation directionnelle verticale et horizontale (conception, fabrication et pose de panneaux)

Taux : 80%

Subvention : 59 800 €

Date de prise en compte des dépenses : 15 novembre 2013

Création de support de promotion de circuits cyclables sur le secteur d'Illiers - Combray

Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte d'Etudes Territoriales des Pays de Combray et Courvillois (SMET)

Montant estimatif du projet : 6200 €

Contenu : conception et impression de brochures cyclables : logo, réalisation d'une carte cyclable, reportage photographique, mise en page, impression.

Taux : 50%

Subvention : 3 100 €

Avancement du projet : Réalisation des plaquettes dès la fin des travaux de signalisation

CADRE DE REFERENCE REGIONAL avec adaptation

Tourisme à vélo : les Pays à vélo

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Développer et valoriser un réseau cyclable régional à vocation touristique qualifié et jalonné conçu en fonction de clientèles ciblées. Il s'organisera autour d'une quinzaine de territoires cyclables « les Pays à vélo » et 6 véloroutes structurantes identifiés par le Schéma régional véloroutes et voies vertes adoptés en 2007
Contenu	<p>Etude de faisabilité « Pays à vélo », étude d'aménagement et de jalonnement des itinéraires, acquisition foncière, aménagement cyclable et signalétique des itinéraires, aménagement de connexions des itinéraires aux gares ferroviaires, aménagements connexes (stationnements vélo, points d'eau, aires de repos, toilettes...), supports de communication et de promotion en adéquation avec les guides techniques et dispositifs de communication touristique régionaux.</p>
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Itinéraires Pays à vélo</u> : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Etude de faisabilité: Syndicat de Pays ⇒ Investissement : EPCI et Syndicat de Pays selon des boucles entières et fonctionnelles touristiquement, issues de l'étude de faisabilité. ⇒ Support de communication et de promotion à l'échelle du Pays : Syndicat de Pays, EPCI - <u>Aménagements connexes aux itinéraires</u> : EPCI, Syndicat de Pays, commune le cas échéant
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Pays à vélo et aménagements connexes</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Investissement : 40% et 80% pour l'opération identifiée portée par le SMET • Etude Pays à vélo : 80% - <u>Support de communication et de promotion</u> : 50 %
Modalités	<p>Signature d'une convention spécifique VéLOcentre qui précisera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les responsabilités de chaque partenaire en matière d'étude, d'aménagement, d'entretien des infrastructures cyclables, d'animation et de communication touristique, d'évaluation de la fréquentation et des retombées économiques - la programmation pluriannuelle des travaux et leur financement - <u>Itinéraires découlant des études Pays à vélo et aménagements connexes</u> : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Etude préalable selon le cahier des charges régional « Pays à vélo » ⇒ Signalisation directionnelle : selon guide régional de la signalisation avec conception d'un plan de jalonnement ⇒ Association des Directions du tourisme et de la communication du Conseil régional en amont de la démarche sur le projet Pays à vélo et à l'ensemble du processus, du Conseil général, du CDT et du CRT - <u>Supports de communication et de promotion complémentaires aux supports régionaux et départementaux</u> : - Maîtrise d'ouvrage unique et organisée à minima à l'échelle du Pays

	<ul style="list-style-type: none"> - Conception en lien avec le CRT et le CDT en intégrant la stratégie touristique régionale de marque (ex : Val de Loire, Berry Province...) et les plateformes technologiques du CRT ⇒ Avis du CRT, CDT, Conseil Général ⇒ Association et avis des directions du tourisme et de la communication du Conseil régional sur l'ensemble du processus et validation de tous les supports de communication en amont ⇒ Respect du cahier des charges régional pour la conception de fiches circuit vélo, carnets de routes et topoguides (Cession totale des droits de propriété, d'usage et de support (numérique en particulier) au Conseil régional et ses principaux partenaires (CRT notamment))
--	---

Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb d'Ha artificialisés 	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution du linéaire des itinéraires cyclo touristiques aménagés en nb de kilomètres aménagés par an • Evolution du nombre d'établissements labélisés « Accueil vélo » • Evolution du nombre de nuitées sur le territoire • Fréquentation des itinéraires et évaluation des retombées économiques en lien avec le CRT

B1 : Services à la population

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité

Améliorer l'offre de services à l'enfance et à la jeunesse, notamment l'offre de garde collective par la présence d'un socle de services adaptés sur l'ensemble du bassin de vie

Renforcer l'offre d'accueil pour la petite enfance et la jeunesse.

Le territoire du SMET a une population demandeuse de structures d'accueils extrascolaires. Des projets ont été réalisés (pôle enfance, centre de loisirs à Illiers Combray et Bailleau Le Pin) mais d'autres structures sont nécessaires compte tenu d'une demande croissante de la population sur certains secteurs comme à Illiers Combray où le nombre d'enfants de 0 à 3 ans a augmenté de 35% entre 2006 et 2011 (INSEE).

3 opérations sont identifiées (ci-dessous) et un projet porté par la commune de Bailleau le Pin est pressenti et concerne la création d'un CLSH.

AXE B1 : Services à la population	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N°15 : Maison de santé pluridisciplinaire et autres structures d'exercices regroupées	0 €	0 €	
Cadre de référence N°19 : Structures d'accueil petite enfance	74 900 €	74 900 €	-
Cadre de référence N°20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	172 600€	172 600 €	-
TOTAL	247 500 €	247 500 €	

Descriptif sommaire des projets identifiés du cadre de référence N°19 : Structures d'accueil petite enfance (0 – 3 ans)

Construction d'une crèche :

Maître d'ouvrage : Communauté de Commune du Pays de Combray

Montant estimatif du projet : 299 934 € HT

Taux : 25%

Subvention : 74 900 €

Contenu : Construction d'un bâtiment d'accueil de 140 m² pour garderie – permanence RAM – Associations destiné à accueillir 12 enfants. Elle fait suite à un projet expérimental. Ce projet a convaincu les élus et les usagers, La CDC souhaite donc concrétiser et optimiser ce projet par la création de la crèche.

Echéancier : maîtrise d'œuvre lancée le 14 octobre 2014, appel d'offres lancé le 15 avril 2015, démarrage des travaux prévu en septembre 2015

Date de prise en compte des dépenses : 14 octobre 2014

Descriptif sommaire des projets identifiés du cadre de référence N°20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes

Construction d'un bâtiment pour accueil périscolaire, centré aéré et associatif à Saint Luperce :

Maître d'ouvrage : Commune de Saint Luperce

Montant estimatif du projet : 333 334 € HT

Taux : 30%

Subvention : 100 000 €

Contenu : Construction d'un bâtiment d'accueil pour l'accueil périscolaire - centre aéré

Echéancier : démarrage des travaux en 2017

Réhabilitation d'une salle associative en garderie périscolaire

Maître d'ouvrage : Commune de Saint Arnoult des Bois

Montant estimatif du projet : 52 000 € HT

Taux : 30%

Subvention : 15 600 €

Contenu : réhabilitation d'un bâtiment associatif en garderie – temps d'accueil périscolaire

Echéancier : Maitrise d'œuvre lancée le 05 décembre 2014, démarrage des travaux fin 2015.

Date de prise en compte des dépenses : 05 décembre 2014

Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures d'exercices regroupés

Le contenu et les modalités sont définis en cohérence et complémentarité avec les critères d'éligibilité définis dans le cahier des charges CPER 2015-2020, et ses éventuelles modifications à intervenir pendant la durée du CPER (se référer au cahier des charges complet)

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la fracture médicale - Offrir des services de santé répondant aux besoins du territoire, pour la population et pour les professionnels de la santé - Mettre en place une offre optimisée des services de santé par un accès plus large et rapide aux soins - Améliorer les conditions d'exercice des professionnels de santé et faciliter l'installation de jeunes professionnels - Favoriser les actions de promotion, de prévention et d'éducation thérapeutique coordonnées - Accompagner les mutations en matière de pratique médicale
Contenu	<p>Les dépenses éligibles peuvent concerner des travaux de construction ou de réhabilitation, le mobilier de base des parties communes, des acquisitions foncières et immobilières, voire l'aménagement des abords directs, pour les projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP) - de centres de santé (exercice salarié) - de structures fonctionnant en réseau avec une MSP (satellite ou maison de santé dans le cadre d'un Pôle de Santé Pluridisciplinaire) - au cas par cas, de structures d'exercice regroupé atypiques mais répondant aux objectifs énoncés. <p>Est exclue, l'acquisition de matériel professionnel, sauf celui lié directement à la télémedecine.</p> <p><i>Hors CPER, les projets de cabinets médicaux et paramédicaux seront examinés au cas par cas au titre du Contrat, s'il est avéré que l'intégration dans un pôle de santé pluridisciplinaire, pour un fonctionnement sous forme de satellite d'une MSP, n'est pas envisageable.</i></p>
Maîtres d'ouvrage	<p>collectivités territoriales, leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux). Le portage intercommunal est encouragé.</p>

Financement régional

Taux de subvention Etat/Région/FEADER le cas échéant : 50% de la dépense subventionnable

La subvention ainsi calculée est répartie à parité entre l'Etat et la Région.

En cas d'intervention du FEADER, l'Etat et la Région apportent un financement équivalent, aux côtés du FEADER.

La subvention régionale ainsi définie émerge à hauteur de 5% de la dépense subventionnable au titre du CPER, le solde au titre du Contrat territorial.

Dépense subventionnable :

- **Pour les MSP** : coût du projet, plafonné à 100 000 € par professionnel de santé (dans la limite de 20 PS engagés au moins à mi-temps au sein de la MSP). Le plafond de dépenses est majoré de 60 000 € si le projet comporte un logement pour un stagiaire et de 140 000 € pour les investissements liés à la télémedecine (acquisition d'un chariot de télémedecine notamment), soit une dépense subventionnable de 2 200 000 € maximum.
- **Pour les Centres de santé** : coût du projet plafonné à 100 000 € par bureau aménagé pour recevoir des professionnels de santé dans la limite de 20 professionnels pris en compte. Le plafond de dépenses est majoré de 60 000 € si le projet comporte un logement pour un stagiaire et de 140 000 € pour les équipements spécifiques et investissements liés à la télémedecine (acquisition d'un chariot de télémedecine notamment), soit une dépense subventionnable de 2 200 000 € maximum.
- **Pour les Cabinets médicaux « satellites de MSP »** : dépenses relatives aux investissements liés à l'immobilier concernant la création, l'aménagement, l'extension de bâtiments et de locaux, ainsi que le mobilier et équipements nécessaires.

Au titre du Contrat territorial seul, pourront être examinés au taux de 25% maximum les cabinets médicaux et paramédicaux n'entrant pas dans le champ d'éligibilité du CPER

Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés

- CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée
- DEFINITION D'OBJECTIFS ET D'ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.
- RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...)

Spécifiques aux MSP

- Localisation de la MSP prioritairement en zone carencée (selon les critères établis par l'Etat et la Région¹) avec accessibilité en moins de 20 mn (pouvant se traduire en zone rurale par une distance entre 2 MSP de l'ordre indicatif de 20 km) et dans un pôle de services de plus de 2 000 habitants.
- a minima un **noyau dur de 2 médecins et de 2 paramédicaux** (dont 1 infirmier), avec l'objectif de tendre vers un socle de 4/5 médecins et 3/4 paramédicaux dont 1 masseur-kinésithérapeute
- Au minimum 1 maître de stage

Spécifiques aux cabinets médicaux « satellites de MSP »

- Les locaux devront comprendre à minima 1 cabinet médical, des sanitaires et 1 salle d'attente

Spécifiques aux cabinets médicaux et paramédicaux

- Noyau minimum de 5 professionnels médicaux ou paramédicaux présentant une diversité de professions avec un temps minimum de présence requis au sein de la structure équivalent à un mi-temps
- Un professionnel coordonnateur du Pôle Paramédical

Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

¹ Critères retenus par la CPER pour définir cette performance : *cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

- Soit une densité de médecins généralistes (MG) inférieure à 0,6/1000 habitants
- Soit une densité de médecins généralistes comprise entre 0,6 et 0,85 pour 1000 habitants avec la part de MG de plus de 55 ans supérieure à 50%
- Soit un nombre moyen d'actes par MG supérieur à 6 245 par an
- Soit une part de MG de plus de 55 ans supérieure à 75%

Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
	<ul style="list-style-type: none"> Nb d'emplois créés Nb d'emplois confortés Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées Nb d'Ha artificialisés Nb de projets bonifiés surfaces perméables Nb de KWh économisés /an Nb de GES évités /an Nb de projets bonifiés PCET 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé Evolution de la densité médicale sur le bassin de patientèle Accueil de stagiaires : Nb maîtres de stage (étudiants en médecine) Nb de démarches d'agrément Nb d'étudiants accueillis Actions de prévention et de santé publique : Nb et type d'actions de prévention et de santé publique réalisées

Structures d'accueil petite enfance (0-3 ans)

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir aux parents le choix entre différents modes de garde quelle que soit la situation géographique (ville ou zone rurale) - Répondre aux besoins de familles ayant des contraintes spécifiques (situation de travail précaire, parents ayant des horaires de travail atypiques, parents d'enfants présentant un handicap, familles monoparentales,...)
Contenu	<p>Création / aménagement/ réhabilitation de crèches collectives, structures multi accueil micro-crèche, halte-garderie, Relais Assistantes maternelles (RAM)</p> <p>Ces équipements peuvent être gérés par une collectivité locale, une association (avec le soutien de financements publics), une entreprise privée.</p>
Maîtres d'ouvrage	Communautés de communes, Communautés d'agglomération, Communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <p><u>Investissement</u> : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier (lié à la création de places)</p> <p><u>Fonctionnement</u> : Frais pour le lancement d'un service en horaires atypiques (expérimentation sur deux ans maximum) adossé à une structure collective.</p> <p>Taux de subvention :</p> <p><u>Investissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 25% pour les projets permettant la création de places nouvelles - 15% pour les projets permettant le maintien de places existantes - Bonification de 10% (non cumulative) pour les opérations répondant à l'une de ces situations: <ul style="list-style-type: none"> • dont la gestion est assurée par une association (soutien à l'ESS); • disposant de personnels dédiés à l'accueil d'enfants handicapés et d'un projet d'établissement spécifique à l'accueil de ce public ; • disposant d'une offre de services pour les parents en horaires de travail atypiques (avant 7h00, après 19h00, weeks end, jours fériés); • dont l'organisation du service permet l'accueil des enfants de parents en insertion ou en formation professionnelle (places réservées, partenariat avec un organisme de formation ou des structures d'insertion...); • en gestion écoresponsable (label « écolo-crèche » ou démarche « éco-crèche » ou équivalent) <p><u>Fonctionnement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 25% des dépenses liées au fonctionnement du service sur les plages en horaires atypiques (avant 7h00, après 19h00, weeks end, jours fériés) sur deux ans maximum. Pour les associations, cumul avec le dispositif cap asso exclu.

Modalités

- Entretien courant exclu
- Avis de la CAF et de la PMI
- Note globale sur la politique enfance-jeunesse de la collectivité situant l'opération dans son contexte sur le territoire intercommunal.
- Note sur le fonctionnement de la structure incluant le mode de gestion, le projet pédagogique, les tarifs, les horaires, la qualification et l'encadrement prévus (emplois créés, confortés, formation à l'accueil des enfants handicapés)...et toutes précisions permettant de justifier la demande de bonification.
- Budget prévisionnel de fonctionnement de la structure. Il devra faire apparaître la part de la collectivité au financement du service (au moins 20%) en cas de gestion associative.
- Etude de viabilité économique quand la gestion est assurée par une association ou une entreprise.
- Dans le cas où le maître d'ouvrage est une association, liste des concours financiers publics dont le demandeur a bénéficié au cours des trois dernières années.
- Pièces justifiant la gestion par une association (convention, bail, DSP...)
- Pour la bonification gestion écoresponsable : attestation de label ecolocrèche ou équivalent : une note précisera en détails (entretien, alimentation, déchets, énergie, eau...) la démarche de gestion éco-responsable de la structure

Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 KWh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*



Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de personnes en insertion bénéficiaires du service
- Nombre de personnes en formation bénéficiaires du service
- Nombre de places de garde maintenues
- Nombre de places de garde créées
- Nombre de places pour les enfants handicapés
- Nb de projets bonifiés
- Evolution du nombre de places de garde sur le territoire

Accueil extrascolaire et locaux jeunes

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir des activités de loisirs aux jeunes 	
Contenu	Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes Création / aménagement de locaux d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) Création / aménagement d'accueils périscolaire dédiés	
Maîtres d'ouvrage	ALSH : Communauté de communes, Communautés d'agglomération, syndicat intercommunal Locaux jeunes : Communes, groupements de communes, associations	
Financement régional	Dépenses éligibles : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier. Taux de subvention : 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien courant exclu - Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié - Avis de la CAF - Note globale sur la politique enfance-jeunesse de la collectivité situant l'opération dans son contexte sur le territoire intercommunal. - Note sur le fonctionnement de la structure incluant le mode de gestion, le projet pédagogique, les tarifs, les horaires, la qualification et l'encadrement prévus (emplois créés, confortés, formation à l'accueil des enfants handicapés)... - Budget prévisionnel de fonctionnement de la structure. - Les locaux jeunes devront disposer d'au moins un animateur dédié. <p>Pour tout projet immobilier</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 KWh/m²/an et classe énergétique C après travaux - Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur) - La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être majorée de 10% en cas de : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*, o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés surfaces perméables • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nb de projets bonifiés PCET 	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de places maintenues en ALSH • Nombre de places créées en ALSH • Nombre de jeunes accueillis en local jeune



Axe B2 : Développement de l'accès à la culture

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale***Développer l'offre culturelle, notamment la lecture publique***

En milieu rural, la bibliothèque / médiathèque est souvent un lieu culturel ouvert à l'année et à l'accès libre. Les besoins y sont très variés et sans cesse renouvelés à la faveur de l'accueil de la population familiale désireuse de trouver dans ce lieu une offre diversifiée de supports. Le Département d'Eure et Loir a initié de nombreuses structures publiques notamment par un schéma de lecture publique en milieu rural (Illiers – Combray, Courville sur Eure, Fontaine La Guyon...). Il convient de soutenir et de poursuivre ce développement sur le territoire du SMET.

Un projet porté par la commune de Bailleau le Pin est pressenti et concerne la réhabilitation d'un bâtiment en bibliothèque-médiathèque.

AXE B2 : Développement de l'accès à la culture	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N°17 : Equipement de lecture publique	57 000 €	57 000 €	-
TOTAL	57 000 €	57 000 €	-

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Équipements de lecture publique

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Compléter la couverture régionale en matière de lecture publique pour pallier des carences d'équipements sur certains territoires • Favoriser l'adaptation et la montée en gamme des services rendus pour répondre aux besoins des habitants et à l'évolution des usages • Affirmer le rôle des équipements de lecture publique comme des lieux support d'animation culturelle de proximité
Contenu	Acquisitions, travaux de construction ou de rénovation, équipements en mobilier dans le cas de la création d'un équipement nouveau ou d'une extension
Maîtres d'ouvrage	Communes, Communautés d'agglomération, Communautés de communes
Financement régional	Taux de subvention de 30 %
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • En cas de création, le porteur de projet devra faire la démonstration de l'opportunité du projet au regard du maillage existant accessible en vingt minutes • Les structures porteuses du projet doivent se rapprocher du service de lecture publique du Département pour l'accompagnement technique, la formation des salariés et des bénévoles, l'animation, et également au niveau des technologies de l'information et de la communication • Les projets doivent être réalisés soit en maîtrise d'ouvrage intercommunale, ou s'inscrire dans un réseau d'équipements intercommunal • Les projets s'inscrivant dans un réseau permettant la mutualisation des moyens financiers, humains, matériels (fonds documentaires) et d'équipements sont privilégiés • Une surface de l'équipement égale ou supérieure à 100 m² est préconisée • Les projets doivent respecter les conditions suivantes en matière : <ul style="list-style-type: none"> ○ d'amplitude horaire : minimum 12 heures d'ouverture par semaine avec le souci de créneaux horaires correspondant aux disponibilités des différents publics ○ de budget d'acquisition de collection : minimum de 2 € par an et par habitant de l'intercommunalité ou du réseau intercommunal <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 KWh/m²/an et classe énergétique C après travaux - Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)



- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre d'équipements nouveaux créés
- Nombre d'équipements agrandis ou modernisés
- Nombre de projets portés par des intercommunalités
- Nombre de lieux fonctionnant en réseau
- Nombre de lecteurs avant et après l'opération

Axe B3 : Sport

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Soutenir un maillage cohérent d'installations sportives structurantes de proximité et diversifiées,

Développer de nouveaux équipements où l'offre est carencée.

Les équipements sportifs sont essentiellement regroupés dans les grandes villes du Département. Or, une offre de services de qualité en matière sportive est nécessaire afin de fixer les populations en milieu rural. Ainsi, l'offre d'équipements s'est consolidée au cours de ces dernières années à la faveur des politiques engagées par le Pays Chartrain et les intercommunalités avec la Région et le Département.

Depuis 2002, les contrats régionaux ont soutenu la mise en œuvre d'équipements structurants (Complexe sportif à Bailleau Le Pin, Réhabilitation de la piscine de Courville, terrain de football synthétique à Saint Georges sur Eure, vestiaires de football à Fontaine La Guyon...) mais aussi d'équipements de proximité (terrains multisports à Fontaine La Guyon, au Thieulin, à Chuisnes...).

Cependant, le maillage en équipements n'est pas encore abouti. Dans les pôles, des équipements structurants restent à réhabiliter comme le complexe sportif des gloriottes à Illiers – Combray ou le terrain de football de Courville sur Eure et à construire comme la couverture de la piscine de Courville sur Eure. Des communes de taille plus modestes ne doivent pas être oubliées et sollicitent des équipements de proximité avec des terrains multisports sur les communes de Landelles ou de Sandarville.

Axe B3 : Sport	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N°22 : Equipements sportifs et de loisirs	549 200 €	549 200 €	-
TOTAL	549 200 €	549 200 €	-

Projet au titre du cadre de référence N°22**Descriptif sommaire des projets identifiés au du cadre de Référence N°22 :*****Couverture de la piscine de Courville sur Eure :***

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes du Pays Courvillois

Montant estimatif du projet : 1 399 000 € HT

Taux : 20%

Subvention : 279 800 €

Contenu : le projet a pour objet la couverture du bassin de la piscine de Courville sur Eure. Il s'agit de la tranche 2, dite tranche conditionnelle d'un marché de conception de réalisation de la réhabilitation de la piscine. La tranche 1 a concerné la démolition et la reconstruction d'un bâtiment accueil – vestiaires – sanitaires et locaux techniques en 2013 – 2014, ensemble financé par la Région au titre du Contrat (subvention de 493 600 €). L'objectif est d'offrir un accueil plus large notamment pour les scolaires qui n'ont pas accès à des équipements nautiques.

Echéancier : Un assistant à maîtrise d'ouvrage a été désigné le 15 mars 2015, la maîtrise d'œuvre et les travaux sont intégrés au sein d'un marché global de conception – réalisation qui intégrait

également la première tranche de la piscine. La couverture du bassin concerne la tranche conditionnelle de ce marché, l'appel d'offres est réalisé et les travaux vont débiter à l'automne 2015.

Date de prise en compte des dépenses : 15 mars 2015

Réhabilitation du complexe sportif des Gloriettes

Maître d'ouvrage : Commune d'Illiers - Combray

Montant estimatif du projet : 400 000 € HT

Taux : 20%

Subvention : 80 000 euros

Contenu : Le complexe des Gloriettes est un équipement important à l'échelle du territoire. Différentes activités sont proposées : Danse, Tir à l'arc, Gymnastique, Billard, Ping – Pong, Baby – foot... Il convient de le maintenir à un niveau de qualité suffisant pour répondre à l'ensemble de ces utilisations. Le projet a pour objectif de disposer d'un équipement apte à accueillir les compétitions, comme le Tir à l'Arc et Baby – Foot avec des athlètes en championnat de France. Pour le reste des activités, il n'existe pas d'activités en compétition. L'objectif est aussi de faciliter l'accessibilité des bâtiments tout en le mettant aux normes techniques et en diminuant les dépenses énergétiques. Un hall d'accès dessert chaque activité avec son local à l'intérieur du bâtiment. Pour une meilleure intégration, l'esthétique du bâtiment sera modifiée afin de l'harmoniser avec ceux du centre – ville.

Echéancier : démarrage des travaux le premier semestre 2016

Réhabilitation du complexe sportif de Courville sur Eure

Maître d'ouvrage : Commune de Courville sur Eure

Montant estimatif du projet : 693 000 € HT

Taux : 20%

Subvention : 138 600 €

Contenu : Complexe sportif de Courville sur Eure

- Réhabilitation du terrain de football Klein avec une construction d'une piste d'athlétisme. Réfection de la pelouse du stade Klein en gazon naturel,
- Création d'une piste d'athlétisme,
- Fourniture et installation de l'éclairage au stade Jourdain.

Echéancier : maîtrise d'œuvre lancée en 2014, démarrage des travaux en 2016

Date de prise en compte des dépenses : 1 décembre 2014

Construction d'un terrain multisports de Landelles

Maître d'ouvrage : Commune de Landelles

Montant estimatif du projet : 90 000 € HT

Taux : 30%

Subvention : 27 000 €

Contenu : Construction d'un terrain multisports avec une aire de jeux de plein air et construction d'un vestiaire sportif avec un local de rangement.

Avancement du projet :

Echéancier : démarrage des travaux en 2016

Construction d'un terrain multisports de Sandarville

Maître d'ouvrage : Commune de Sandarville

Montant estimatif du projet : 79 334 € HT

Taux : 30%

Subvention : 23 800 €

Contenu : Construction d'un terrain multisports avec une aire de jeux de plein air et construction d'un vestiaire sportif avec un local de rangement.

Echéancier : démarrage des travaux en 2016

Equipements sportifs et de loisirs

Objectif	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
-----------------	--

Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création, démolition/reconstruction, réhabilitation d'équipements sportifs (y compris espaces extérieurs) en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues Pour les équipements nautiques, les SPA et les équipements ludiques sont exclus de la dépense éligible. 2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stade, skate-park, activités de nature... <p><i>Elargissement des dépenses éligibles</i> <i>NB : les mises aux normes fédérales, les dépenses d'entretiens courant, les grosses réparations sont exclues</i></p>
----------------	---

Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes
--------------------------	----------------

Financement régional	<p>Dépenses éligibles : Etudes d'opportunité et opérationnelle, acquisitions foncières et immobilières, travaux de démolition, de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs et des abords</p> <p>Taux de subvention : 20% et 30% pour les terrains ou plateaux multisports</p>
-----------------------------	--

Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du schéma régional des équipements sportifs en cours d'élaboration et des éventuels besoins démontrés dans cette étude par territoire - Une attention toute particulière sera portée aux projets innovants - Association du CDOS et des fédérations sportives en amont de la définition du projet - Avis de la Direction des Sports du Conseil Régional - Analyse ou étude d'opportunité et de faisabilité pour tout projet de création ou d'extension importante, permettant notamment de définir la zone de couverture de l'équipement, l'articulation avec les équipements alentours, le mode de fonctionnement, l'accessibilité (mobilité), etc... - Ouverture aux scolaires ou aux associations pour garantir une mixité des usages - Dans le cadre d'un gymnase utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux
------------------	---



Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte du label BBC rénovation* ; à défaut gain de 100 KWh/m²/an et **classe énergétique C après travaux**
- Les projets de **construction neuve** sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)
- La subvention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majorée de 10%** en cas de :
 - o système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie,
 - o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)*,
 - o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de projets bonifiés surfaces perméables
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Evolution de nombre de licenciés et de clubs sportifs sur le territoire
- Evolution du nombre d'entrées dans les piscines

Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Favoriser les espaces publics, cœur de village

Les centres bourgs constituent des lieux de vie essentiels à la vie locale, en particulier en milieu rural. Afin de répondre aux attentes de la population, les cœurs de village doivent à la fois proposer une offre commerciale satisfaisante et de qualité tout en créant des espaces favorisant la vie sociale locale par la création de lieux de rencontre, places de marché, voies piétonnes... Ces réalisations s'accompagnent généralement d'une mise en valeur du patrimoine architectural et environnemental, source d'attractivité et d'ancrage des populations.

Devant ces enjeux fondamentaux, le SMET accompagne différentes opérations cœur du village sur son territoire.

AXE C1 : Aménagement d'espaces publics	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N°23 : Aménagement d'espaces publics, cœur de Village	352 000 €	352 000 €	-
TOTAL	352 000 €	352 000 €	-

Le territoire bénéficie d'une enveloppe additionnelle « espaces publics Cœurs de Village » de 352 000 €, au bénéfice des communes du territoire. 4 opérations suivantes ont été pré-sélectionnées au vu du formulaire d'intention déposé à la Région et instruit par les services.

MAITRES D'OUVRAGE	LIBELLE DES OPERATIONS	SUBVENTION PREVISIONNELLE	Date de prise en compte des dépenses
Illiers Combray	Aménagement de la place de l'Eglise	75 000 €	-
Cernay	Création d'une halle ouverte	31 600 €	-
Billancelles	Aménagement de deux espaces de rencontre	56 100 €	-
Courville sur Eure	Aménagement de la place des Fusillés et de la Résistance	66 300 €	30/03/2015
TOTAL		229 000 €	

D'autres opérations pourront être éligibles d'ici la fin du Contrat Régional de Solidarité Territoriale (CRST)

L'éligibilité de tout ou partie des dépenses relatives à l'opération sera appréciée au vu du dossier complet de demande de subvention adressé à la Région sur la base du formulaire en vigueur, avec une copie au SMET.

En cas de disponibilité de crédits, de nouveaux projets pourront être examinés d'ici la fin du Contrat, de même que le montant de subvention par projet pourrait être abondé, dans la limite d'une dépense subventionnable de 250 000 € HT.

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au renforcement du « vivre ensemble » - Renforcer l'attractivité du commerce de proximité - Valoriser les espaces patrimoniaux notamment dans un objectif d'attractivité touristique
Contenu	<p>Les espaces publics constituent des lieux fonctionnels qui répondent à des pratiques sociales favorisant le « vivre ensemble ». Lieux de vie, ils sont supports de rencontres, de détente, d'animations ou de découverte du patrimoine. Ce sont également des lieux de rassemblement pour des événements, des manifestations publiques.</p> <p>Les espaces publics s'insèrent dans un tissu urbain complexe qui articule différentes fonctions, différents publics, diverses ambiances. La Région doit favoriser par son intervention un traitement qualitatif, sobre, adapté à l'identité des lieux et qui prennent en compte l'impact sur l'environnement de l'entretien des espaces.</p> <p>Ainsi, la Région prend en considération l'usage des espaces avec trois cibles spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces publics favorisant le lien social : espaces de centralité aménagés en espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux. - Les espaces valorisant l'animation commerciale : places de marchés, placettes, halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes. Une attention particulière sera portée aux projets innovants tels que les abords des épiceries sociales et les cafés associatifs - Les espaces contribuant à la valorisation du patrimoine : abords de monuments ou sites enregistrant une fréquentation touristique significative, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco,... <p>La Région déterminera en amont du dispositif contractuel les priorités spécifiques au territoire en accord dans un dialogue avec les acteurs locaux.</p>
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Communes • Communautés de communes • Communautés d'agglomération
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « postiches ». L'espace public pourra inclure des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée. • Traitement végétal des surfaces • Equipements (mobiliier urbain, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...) • Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public • Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public • Honoraires (architectes - paysagistes, coordonnateur sécurité) <p>Taux de subvention :</p> <p><u>Pour l'aménagement de l'espace public</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • A hauteur de 30 % + bonification de 10 % si le projet comporte des clauses d'insertion ou se réalise dans le cadre de chantiers d'insertion • Plancher de <u>subvention</u> par projet : 20 000 € • Plafond de dépenses par projet : 250 000 €

Modalités



Articulation avec le « projet de vie » de la commune :

- Démonstration de l'inscription de l'opération dans un projet global de développement communal

Qualité urbaine et paysagère :

- Recours à un architecte paysagiste DPLG ou école supérieure du paysage de la définition du programme à la livraison du chantier. Devront être associés à l'élaboration du projet les agents des services techniques qui assureront l'entretien.
- Production d'une analyse de l'insertion/connexion de l'espace public dans le tissu urbain et autres espaces publics
- Avis de l'ABF quand la réglementation l'impose et respect de la réglementation en vigueur pour les communes de « sensibilité archéologique »

Préservation de la biodiversité/gestion des eaux pluviales

- Gestion durable des espaces publics (commune engagée dans : plan 0 pesticide ou plan de gestion différenciée, finançables au titre de l'action biodiversité du Contrat). S'agissant des communes en agglomérations, pôles de centralité ou pôles d'animation, sous réserve de leur engagement dans un Plan de gestion différenciée des espaces verts conduisant vers le 0 pesticide.
- Utilisation d'espèces rustiques (résistantes aux maladies) et adaptées au climat et au sol, économes en eau, à l'exclusion d'espèces invasives. Dans le cas de plantations de haies, recours à des plantes bocagères ou champêtres.
- Aménagements perméables du sol (sauf argumentaire démontrant les contraintes techniques, telles circulations PMR, obligeant un traitement imperméable : dans ce cas, au moins la moitié des surfaces traitées devra être perméable)

Sobriété énergétique

- Démonstration d'un choix d'équipements d'éclairage public économes et selon un nombre adapté aux usages

Favoriser les circulations douces dans l'espace public et vers l'espace public

- Accessibilité des personnes à mobilité réduite
- Justification de la prise en compte des modes doux : continuités assurées

Concertation des habitants : Le dossier devra montrer selon quel mode de concertation les habitants ont été associés au projet

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre d'opérations réalisées
- Nombre de communes engagées dans la gestion durable des espaces verts (plan 0 pesticide ou plan de gestion différenciée)
- Classement par typologie (animation commerciale/espaces de convivialité ou de rencontres/valorisation du patrimoine)

Axe C3 : Habitat/Logement**Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

Accompagner la production de logements sociaux et très sociaux par les collectivités,

Soutenir le développement de l'offre nouvelle,

Diversifier l'offre de logements par des parcours résidentiels pour les habitants (jeunes ménages, personnes âgées...)

Les tensions observées sur le logement social sur le bassin de vie doivent encourager les collectivités à accompagner la production de logements sociaux. Des projets sur le secteur du SMET permettront d'améliorer l'offre de logements. Le parc ancien n'est pas suffisamment réhabilité et il manque de logements. L'objectif est d'accompagner les bailleurs sociaux sur le parc privé et public.

Par ailleurs, la Communauté de Communes du Pays Courvillois porte une opération programmée d'amélioration de l'habitat depuis 2012.

AXE C3 : Habitat/Logement	Crédits réservés Dotation de base	Crédits réservés Env. additionnelle logement	Investissement	Fonctionnement
Mesure 24 : Acquisition- Réhabilitation		150 000 €	150 000	
Mesure 25 : Construction neuve		0 €	0 €	
Mesure 27 : Rénovation thermique du parc public social		93 000 €	93 000 €	
28 : Rénovation du parc locatif privé	0 €			
TOTAL		243 000 €	243 000 €	

Une enveloppe additionnelle de 243 000 € est réservée au volet logement. D'autres dossiers pourront être éligibles d'ici la fin du Contrat Régional de Solidarité Territoriale (CRST).

Celle-ci peut être abondée le cas échéant par des crédits issus de l'enveloppe de base du Contrat.

Acquisition-réhabilitation

Objectifs	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative.</p> <p>Intervenir prioritairement dans le tissu existant afin de limiter l'étalement urbain et se rapprocher des services et commerces de première nécessité.</p> <p>Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande.</p> <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux
Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI, organismes HLM
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour l'acquisition, taux de 20% dans la limite d'une dépense par logement de : <ul style="list-style-type: none"> - 150 000 € dans les 8 Agglomérations - 120 000 € pour les 16 pôles de centralité - 100 000 € dans les autres cas ➤ Pour l'aménagement, dans la limite d'une dépense de 100 000 € par logement : <ul style="list-style-type: none"> - taux de 4% pour logement social (PLUS), - taux de 10% pour logement très social (PLAI) <p>Bonifications selon la performance énergétique (voir modalités)</p> <p>Dépense minimum de 30 000 € par logement</p>
Modalités	<p>Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</p> <p>Localisation</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Logements situés à une distance maximum de 500 mètres des commerces de première nécessité. <p>Cette clause sera assouplie dans les secteurs en forte tension en zone rurale.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Commune où les besoins en production de logements sont avérés (appréciation en amont de la négociation du Contrat) <p>Mixité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p>Performance énergétique</p> <p>Atteinte de la performance BBC rénovation *, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m2/an, et atteinte de l'étiquette C.</p> <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p> <p>La subvention régionale peut être majorée de 10% en cas de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la



- géothermie,
- ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)*,
- ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

** cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nb de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de logements réhabilités
- Nombre de logements en PLUS ou PLA I
- Nombre de logements financés hors aggro
- Nombre de logements financés en aggro et en pôles de centralité
- Distance aux commerces de première nécessité
- Distance à la desserte de transports en commun
- Classe énergétique après travaux des logements financés

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Construction neuve

Objectifs	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Construction de logements locatifs sociaux
Maitre d'ouvrage	Organismes HLM
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Logements très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 € ➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 € <p>Bonifications selon la performance énergétique (voir modalités)</p>
Modalités	<p>Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</p> <p>Localisation</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Situé à 500 mètres des commerces, équipements scolaires et d'une ligne de transport. Cette clause sera assouplie dans les secteurs en forte tension en zone rurale. ➤ Sur une commune où les besoins en production de logements sont avérés (appréciation en amont de la négociation du Contrat) <p>Dans le cas de logements individuels, la taille de la parcelle ne pourra excéder 500 m².</p> <p>Mixité sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLAI dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maître d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p>ESS</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Obligation des clauses d'insertion articles 14 et 30 des marchés publics (au moins 5 % du marché) <p>Performance énergétique</p> <ul style="list-style-type: none"> - La subvention régionale peut être majorée de 10% en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois ou la géothermie, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf)*, ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p>



CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Rénovation thermique du parc public social

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) Réduire les consommations énergétiques et maintenir l'attractivité des logements Diminuer la quittance de loyers pour le locataire Améliorer la qualité et le confort des logements Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie 	
Contenu	Travaux de rénovation thermique du parc HLM énérgivore (cible : étiquette D,E,F,G). Objectif régional fixé à 2 000 logements financés par an	
Maitres d'ouvrage	Organismes HLM	
Financement régional	Montant forfaitaire de base Bonifications : Consommation d'énergie inférieure ou égale à 60 kwh/m ² /an Installation d'un poêle à bois ou géothermie Introduction de clauses d'insertion représentant au moins 5 % du marché global de travaux (du nombre d'heures travaillées) - art.14 et 30 du code des marchés publics Utilisation du bois pour les menuiseries (PEFC ou FSC) Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles	1 500 € /logement + 500 € /logement +1000€ /logement + 500 €/logement + 500 € /logement + 500 € /logement
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Les travaux doivent permettre : <ul style="list-style-type: none"> l'atteinte du label BBC rénovation* à défaut un gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p> <p>Pour le patrimoine chauffé à l'électricité et quand le raccordement au gaz ou à un réseau de chaleur n'est pas possible, le couplage avec un poêle à bois est obligatoire</p> <ul style="list-style-type: none"> L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 15% de la quittance globale L'intervention régionale se concentre sur des secteurs où la demande est avérée. Les produits d'isolation utilisés doivent être de qualité reconnue : 	

Isolants y compris matériaux biosourcés	Fenêtres, porte-fenêtres, baies vitrées	Volets
<ul style="list-style-type: none"> - ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen 	<ul style="list-style-type: none"> - NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21 	Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007
<i>Ou tout autre mode de preuve légal dans un Etat membre de l'Union Européenne ou un Etat concerné par l'accord instituant l'Espace Economique Européen ou en Turquie.</i>		

La demande de subvention devra s'appuyer sur le formulaire type dédié à cette action.

DÉPENSES ÉLIGIBLES

- Isolants standard ou éco-matériaux
- Pare vapeur, freine vapeur
- Accessoires de pose de l'isolant
- Plaques de plâtres ou revêtements bois disposant de préférence du label FSC ou PEFC
- Dans le cas d'isolation interne des murs : montage et démontage des radiateurs, modification des canalisations, jointement des plaques
- Dans le cas d'isolation par l'extérieur : enduit de recouvrement de l'isolant
- Elimination des déchets de chantier d'isolation
- Menuiseries : fenêtres, volets
- Ventilation
- Dépenses de maîtrise d'œuvre
- Coût de main d'œuvre (entreprise uniquement)

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX

- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- Nombre de KWh économisés /an
- Nombre de GES évités /an
- Nombre de projets bonifiés PCET

INDICATEURS SPECIFIQUES

- Nombre de logements rénovés
- Nombre de logements atteignant la classe A et B après travaux
- Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux
- Nombre de logements ayant obtenu le label BBC rénovation
- Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale

Rénovation thermique du parc locatif privé

Objectifs	<ul style="list-style-type: none">• Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020)• Réduire les consommations énergétiques et maintenir l'attractivité des logements• Diminuer la quittance de loyers pour le locataire• Améliorer la qualité et le confort des logements• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie						
Contenu	Accompagnement des dispositifs locaux permettant le financement des travaux de rénovation thermique du <u>parc locatif privé</u> éligible (étiquette D,E,F,G), de type OPAH, PIG,...						
Maitres d'ouvrage	Communes ou leurs groupements dans le cadre d'opérations programmées type OPAH, PIG bénéficiant d'une intervention de l'ANAH. La Région fléchera son intervention sur les travaux engagés par les propriétaires bailleurs.						
Financement régional	Montant forfaitaire de 1 500 € par logement Bonifications cumulatives de 500 € dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">• Consommation d'énergie inférieure ou égale à 60 kwh/m²• Installation d'un poêle à bois						
Modalités	<ul style="list-style-type: none">• Logements conventionnés• Les travaux doivent permettre<ul style="list-style-type: none">- l'atteinte de la classe C après travaux- un gain minimum de 100 kwh/m²/an <p>Pour le patrimoine chauffé à l'électricité et quand le raccordement au gaz ou à un réseau de chaleur n'est pas possible, le chauffage poêle à bois sera alors rendu nécessaire.</p> <ul style="list-style-type: none">• Les produits d'isolation utilisés doivent être de qualité reconnue : <table><tr><td>Isolants y compris matériaux biosourcés</td><td>Fenêtres, porte-fenêtres, baies vitrées</td><td>Volets</td></tr><tr><td>- ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen</td><td>- NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21</td><td>Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007</td></tr></table> <p><i>Ou tout autre mode de preuve légal dans un Etat membre de l'Union Européenne ou un Etat concerné par l'accord instituant l'Espace Economique Européen ou en Turquie.</i></p>	Isolants y compris matériaux biosourcés	Fenêtres, porte-fenêtres, baies vitrées	Volets	- ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen	- NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21	Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007
Isolants y compris matériaux biosourcés	Fenêtres, porte-fenêtres, baies vitrées	Volets					
- ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen	- NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21	Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007					
Indicateurs d'évaluation	<table><tr><td>INDICATEURS TRANSVERSAUX<ul style="list-style-type: none">• Nombre de KWh économisés /an• Nombre de GES évités /an• Nombre de projets bonifiés PCET</td><td>INDICATEURS SPECIFIQUES<ul style="list-style-type: none">• Nombre de logements rénovés• Nombre de logements atteignant la classe A et B après travaux• Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux• Nombre de logements ayant obtenu le label BBC rénovation</td></tr></table>	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none">• Nombre de KWh économisés /an• Nombre de GES évités /an• Nombre de projets bonifiés PCET	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none">• Nombre de logements rénovés• Nombre de logements atteignant la classe A et B après travaux• Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux• Nombre de logements ayant obtenu le label BBC rénovation				
INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none">• Nombre de KWh économisés /an• Nombre de GES évités /an• Nombre de projets bonifiés PCET	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none">• Nombre de logements rénovés• Nombre de logements atteignant la classe A et B après travaux• Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux• Nombre de logements ayant obtenu le label BBC rénovation						

Axe C5 : Mobilité durable**Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**

Développer l'usage des modes doux, notamment pour les déplacements utilitaires avec l'objectif de favoriser le report modal vers les modes doux de déplacement, Encourager la réalisation d'un réseau intercommunal de pistes cyclables et la promotion de l'usage sur le reste du territoire en priorisant les villes pôles intermédiaires de Nogent le Roi, Epervon, Maintenon, Gallardon, Illiers – Combray et Courville sur Eure.

Dans le cadre du contrat 3G, le Pays Chartrain a programmé sur la période 2009 – 2014, des aménagements et mises en sécurité d'itinéraires de circulation douce pour les déplacements domicile – gare et domicile – centre-bourgs afin de favoriser le rabattement et développer l'intermodalité train – vélo.

Plusieurs projets ont été identifiés dans le cadre d'un réseau utilitaire (Chuisnes – Courville sur Eure). L'objectif est de créer des aménagements cyclables en sites propres ou partagés, en direction des familles et des jeunes, mais aussi sécuriser les déplacements vers les services et les espaces publics (école, bibliothèque, plateau multisports...), la finalité étant de favoriser les modes de déplacement doux pour de courtes distances.

AXE C5 : Mobilité Durable	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N°30 : Vélo - utilitaire	184 100 €	184 100 €	-
TOTAL	184 100 €	184 100 €	-

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de Référence N°30 : Vélo - Utilitaire***Aménagement cyclable utilitaire :***

Maître d'ouvrage : Commune de Chuisnes

Montant estimatif du projet : 90 250 €

Taux : 40%

Subvention : 36 100€

Contenu : Création d'un aménagement cyclable de 300 m linéaires en site propre pour les familles et les jeunes afin de sécuriser les déplacements vers les services et les espaces publics (école – bibliothèque – plateau multisports...).

Echéancier : Maîtrise d'œuvre lancée le 16 avril 2015, appel d'offres attribué le 25 juin 2015, début des travaux en septembre 2015

Date de prise en compte des dépenses : 16 avril 2015

Aménagement cyclable utilitaire :

Maître d'ouvrage : Commune de Courville sur Eure

Montant estimatif du projet : 370 000 €

Taux : 40%

Subvention : 148 000 €

Contenu : Réalisation d'une piste cyclable voie verte et voie partagée de 1700 mètres notamment sur les trajets domicile – collège et domicile – gare – centre – ville

Echéancier : démarrage des travaux en 2016.

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Vélo utilitaire

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Structurer une offre de réseaux de déplacement de proximité à vélo pour constituer une alternative à l'utilisation de la voiture, notamment dans les pôles de centralité - Favoriser le développement d'un usage régulier du vélo dans les déplacements quotidiens en accompagnant l'offre de services - Réduire l'utilisation de la voiture pour les déplacements utilitaires et augmenter la part modale du vélo parmi les différents modes de déplacements 	
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête déplacement, étude d'opportunité et de faisabilité, - Acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre et aménagements cyclables en site propre et en site partagé sur voirie - Mobilier, signalétique spécifique, aménagement et équipements pour stationnement sécurisé, - Acquisition de vélos, - Développement de services (vélo stations, maison du vélo, etc.) - Supports de communication et de promotion 	
Maitres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Communes et leurs groupements, - Associations (uniquement pour les acquisitions de vélos) 	
Financement régional	40%	
Modalités	<p>⇒ Présentation d'un projet d'aménagement cyclable global précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réflexion globale à l'échelle de proximité communale ou intercommunale pour la pratique quotidienne du vélo, - le programme d'aménagement de pistes cyclables desservant les principaux pôles générateurs de flux: gares, zones d'activités, principaux équipements de services, culturels, sportifs, scolaires, quartiers d'habitat dense, etc. - cartographie/schéma des itinéraires existants, à aménager et interconnectés avec échéancier de réalisation, - principes d'aménagement retenus (contre-sens, bande cyclable, piste cyclable, zone 30, voie verte...), - organisation et mode de gestion des services envisagés,... <p>⇒ Avis du gestionnaire de voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage</p> <p>⇒ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p>	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés surfaces perméables 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evolution du linéaire à vocation utilitaire • Evolution de la fréquentation

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Réalisation des actions préconisées dans les études TVB, notamment celles du Pays Chartrain reprises par le Syndicat des Portes Franciliennes,

Amélioration de la connaissance locale de la biodiversité,

Actions d'éducation, de découverte et de sensibilisation à l'environnement auprès de publics divers en lien avec les sites existants et les acteurs du territoire,

Action « observatoire des pratiques agricoles » portée par l'association Hommes et Territoires et accompagnée par la Région.

En 2014, Le Syndicat du Pays Chartrain (SIPAC) a réalisé une étude sur les trames verte et trame bleue de son territoire (y compris sur le périmètre de Chartres Métropole) afin d'établir un programme opérationnel en faveur de la biodiversité. Cette étude a été financée par le Conseil Régional. Ce territoire couvre le syndicat des Pays de Combray et Courvillois (SMET), Chartres Métropole et du Syndicat des Portes Franciliennes (SMEP), ce dernier ayant repris cette étude.

Avec tous les acteurs du territoire, il s'agit de construire la qualité et l'identité de nos espaces paysagers et naturels en étudiant les lieux de biodiversité, la circulation des espèces et les grands paysages. L'objectif de la démarche est de maintenir, reconstituer un réseau d'échange pour que les espèces animales et végétales puissent comme l'homme, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer...

En élaborant un programme d'animation et de gestion écologique pour chaque commune, les trames verte et bleue participent non seulement à la préservation du territoire mais aussi à la conservation du cadre de vie et l'attractivité de ce territoire. Il s'agira donc de mettre en œuvre des actions dans le cadre des communes (gestion des espaces naturels, urbanisme), mais aussi sensibiliser les habitants du territoire aux enjeux de la biodiversité.

Axe D : Déclinaison locale de la stratégie régionale pour la biodiversité	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N°31 : Trame verte et bleue	57 200 €	22 100 €	35 100 €
Cadre de référence N°32 : Gestion différenciée des espaces publics	18 800 €	15 000 €	3 800 €
Mesure 32-1 : Bonification matériaux perméables°	10 000 €	10 000 €	
Cadre de référence n°34 : matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	20 000 €	20 000 €	
TOTAL	106 000 €	67 100 €	38 900 €

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de référence N°31 Trame Verte et Bleue

Aménagement d'un circuit de découverte des mares d'Orrouer :

Maître d'ouvrage : Commune d'Orrouer

Montant estimatif du projet : 2 625 €

Taux : 80%

Subvention : 2 100 €

Contenu : Aménagement d'un circuit pédagogique sur la biodiversité des mares. Les moyens utilisés seront la pose de panneaux d'informations pédagogiques type pupitre et de plaquettes d'information.

Echéancier démarrage des travaux fin 2015

Réhabilitation des mares

Maître d'ouvrage : Commune de Chuisnes

Montant estimatif du projet : 25 000 €

Taux : 80%

Subvention : 20 000 €

Contenu : Aménagements de plusieurs mares dans les hameaux des Châtelets, la Closure et Chailleau : Aménagement des berges... Ce projet est mené en lien avec le conservatoire Naturel de La Région Centre.

Echéancier : démarrage des travaux en 2016

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de référence N°32 : Gestion différenciée des espaces publics

Plan de réduction visant à limiter l'utilisation des phytosanitaires à Magny :

Maître d'ouvrage : Commune de Magny

Montant estimatif du projet : 4 750 €

Taux : 80%

Subvention : 3 800 €

Contenu : Accompagnement technique pour la mise en œuvre d'une démarche de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires : Diagnostic, plan de désherbage, plan d'actions... Ces techniques sont des alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique).

Echéancier devis réalisé, démarrage des travaux en 2016

Trame verte et bleue

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales • Maintenir et développer la biodiversité régionale • Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Opérations permettant la création et la restauration de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...) sur les territoires disposant d'une cartographie de leur stratégie en faveur de leur trame verte et bleue locale ; - Ingénierie (voir fiche « stratégie territoriale ») permettant : <ul style="list-style-type: none"> o l'élaboration de la trame verte et bleue locale à l'échelle d'un Pays, d'une agglomération (ou d'un périmètre dont la pertinence est démontrée) notamment dans le but de l'intégrer à un SCOT ; o la déclinaison administrative et juridique de la trame verte et bleue locale dans les documents d'urbanisme ; o l'étude environnementale de sites ouverts à l'urbanisme ou en voie de l'être (inventaire de biodiversité, intérêt du site pour le réseau écologique, etc.) dans le cadre de projets non soumis réglementairement à étude d'impact ; o la traduction opérationnelle dans des opérations d'aménagements ; o La réalisation de diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles selon le cahier des charges régional ; o la réalisation d'inventaires de biodiversité communaux permettant la mise en place de plans de restauration et de gestion des espaces. - Actions démonstratives et pédagogiques sur des espaces d'intérêt biologique. - Moyens d'animation nécessaires à l'émergence de projets (voir fiche « animations territoriales »).
Maîtres d'ouvrage	<p>Communes et groupements de communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)</p>

Financement régional

Actions éligibles	Maîtres d'ouvrage	Taux d'intervention
- Opérations permettant la création et la restauration de corridors	Exploitants agricoles individuels	40%
- Actions démonstratives et pédagogiques sur des espaces d'intérêt biologique	Structures agricoles collectives, collectivités, syndicats mixtes, associations	80%
Ingénierie : animation	Structures agricoles collectives, collectivités, syndicats mixtes, associations, chambre d'agriculture	50%
Diagnostic biodiversité (externalisé ou en régie)		80% Subvention régionale plafonnée à 1 600 € par diagnostic

Modalités

- Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB.
- La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aide publique.
- Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional

Pour les projets agricoles :

- Les diagnostics biodiversité d'exploitation agricole sont réalisés dans le cadre d'une démarche collective et permettent la déclinaison opérationnelle de la trame verte et bleue locale (aménagement adaptés sur les exploitations).
- La subvention régionale est de 2000 € minimum et de 10 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle et comprise entre 2000 € et 30 000 € en maîtrise d'ouvrage collective.
- Avis de la chambre d'agriculture
- Avis de la fédération des CUMA pour les projets en maîtrise d'ouvrage CUMA

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'emplois créés • Nombre d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an 	<ul style="list-style-type: none"> • Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus • Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés • Nombre de communes bénéficiaires d'une ingénierie dédiée pour intégrer la trame verte et bleue dans une opération ou un document d'urbanisme

Gestion alternative des espaces publics

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité • Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité) • Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics 	
Contenu	<p>Acquisition de matériels (liste indicative) permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrosage économe : gestion informatisée, goutte à goutte... - Matériel pour récupération des eaux pluie pour l'arrosage des espaces verts <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique) <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - débroussailleuse, broyeurs de refus, barre de coupe (sur tracteur, motoculteur), animaux (ovin, bovin, caprin)... <p><u>Taille douce de haies</u></p> <p>Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u></p> <p>Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p>Frais d'études :</p> <p>Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts</p> <p>Frais de communication auprès de la population portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>	
Maîtres d'ouvrage	Communes, communautés de communes, syndicat mixte de Parc Natural régional, syndicat mixte de Pays, Communauté d'agglomération, syndicats intercommunaux, associations	
Financement régional	<p>Taux d'intervention</p> <p>Matériels : 40%</p> <p>Etude, frais de communication auprès de la population : 80%</p>	
Modalités	<p><u>Les matériels et les frais de communication</u> ne sont éligibles que si le demandeur s'engage sur tout ou partie de ses espaces publics dans un plan de gestion différenciée des espaces verts conduisant vers une démarche « 0 pesticides ».</p> <p>Dans le cas de supports de communication, sous réserve de la Direction de la communication à leur élaboration</p>	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de communes engagées dans une gestion alternative des espaces publics • Volume de pesticides économisé • Volume d'eau économisé • Economies financières générées • Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services

Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau

Objectifs	<ul style="list-style-type: none">- Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau- Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles								
Contenu	<p>Acquisition de matériels permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herbes étrilles, houes rotatives, système d'autoguidage), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait.- <u>Entretien des haies et d'éléments arborés</u> : lamiers et autres matériels permettant la mise en œuvre de techniques douces d'entretien- <u>Economie d'eau</u> Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)								
Maîtres d'ouvrage	<table><tr><td></td><td>Maîtres d'ouvrage éligibles</td></tr><tr><td>Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires</td><td rowspan="2">Structures agricoles collectives : CUMA, coopératives, associations...</td></tr><tr><td>Entretien des haies et d'éléments arborés</td></tr><tr><td>Economie d'eau</td><td>Exploitants agricoles individuels ou structures agricoles collectives</td></tr></table>			Maîtres d'ouvrage éligibles	Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires	Structures agricoles collectives : CUMA, coopératives, associations...	Entretien des haies et d'éléments arborés	Economie d'eau	Exploitants agricoles individuels ou structures agricoles collectives
	Maîtres d'ouvrage éligibles								
Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires	Structures agricoles collectives : CUMA, coopératives, associations...								
Entretien des haies et d'éléments arborés									
Economie d'eau	Exploitants agricoles individuels ou structures agricoles collectives								
Financement régional	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none">- Bonification de 10% pour :<ul style="list-style-type: none">- nouveaux installés depuis moins de 5 ans,- ou exploitants en agriculture biologique,- ou CUMA, structures agricoles collectives,(La maîtrise d'ouvrage collective s'entend par le regroupement d'au moins 4 exploitations en structure associative, GIE, GDA...) ... dans la limite de 40%- 80% : associations <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 10 000 € maximum pour les exploitants agricoles, de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum pour les structures agricoles collectives.</p>								
Modalités	<ul style="list-style-type: none">- La réglementation nationale et européenne en vigueur est appliquée pour le cumul d'aides publiques : avis de la DDT relatif à la légalité de l'aide- Avis de la FDCUMA pour les acquisitions faites par une CUMA- Attestation de certification BIO pour les exploitants concernés								
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none">• Nb d'emplois créés• Nb d'emplois confortés• Nb de KWh économisés /an• Nb de GES évités /an	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none">• Nombre d'exploitants utilisateurs des matériels• Surface de prairie maintenue• Linéaire de haies entretenues avec le matériel• Volume d'eau économisé							

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Accompagner la réhabilitation thermique des bâtiments publics des collectivités, notamment avec le dispositif Energétis,

Favoriser les économies d'énergie concernant le solaire pour les équipements d'éclairages publics,

Dans le cadre du contrat 3 G, le Pays Chartrain a programmé sur la période 2009 – 2014 un plan d'isolation de bâtiments publics permettant d'atteindre le niveau d'énergie correspondant à la classe D. Ce programme a permis l'isolation de logements communaux à Fresnay Le Compte, l'isolation de logements sociaux et de la salle des Fêtes à Illiers - Combray, l'isolation de bâtiments à Ermenonville La Grande, Fruncé, Sandarville, Saint Georges sur Eure, Berchères Saint Germain, Nogent sur Eure, CDC du Pays Courvillois, Le Favril, Epernon et Gallardon.

Pour le Contrat Régional de Solidarité Territorial (CRST), plusieurs projets sont pressentis dans le cadre d'un programme de réhabilitation thermique des bâtiments publics permettant d'atteindre la performance énergétique BBC rénovation ou à défaut, une progression minimale de 100 kWh/M2/ an et d'atteindre l'étiquette C après travaux :

- salle annexe de l'école primaire de la commune de Chuisnes,
- mairie de la commune de Pontguoin,
- maire et logement de la commune de Fontaine La Guyon pour lesquels un audit énergétique a été lancé le 16 décembre 2014.

Le Conseil Régional a prévu dans le cadre de la réhabilitation thermique des bâtiments publics et pour les communes de moins de 1000 habitants, un dispositif gratuit pour les porteurs de projets La commune des Chatelliers Notre Dame bénéficie de ce dispositif d'accompagnement (EC Bat) actuellement.

Par ailleurs, un projet d'expérimentation en matière d'éclairage public solaire pourrait être mise en œuvre sur le territoire du SMET.

AXE E : Déclinaison locale du Plan Climat Energie Régional	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Cadre de référence N° 35 : Plan isolation régional des bâtiments publics	209 060 €	209 060 €	-
Cadre de référence N°35.1 : Forfait PCI	10 000 €	-	10 000 €
Cadre de référence N°35 - 2 : Bonification énergétique	40 000 €	40 000 €	-
Cadre de référence N°35 - 3 : Eclairage solaire des équipements d'éclairage publics	68 940 €	68 940 €	-
TOTAL	328 000 €	318 000 €	10 000 €

Descriptif sommaire des projets identifiés au titre du cadre de référence N° 35 - 3 :

Eclairage solaire des équipements publics d'éclairage

Maître d'ouvrage : Commune de Vieuvicq

Montant estimatif du projet : 229 800 €

Taux : 30%

Subvention : 68 940 €

Contenu : Réalisation d'un éclairage solaire des équipements publics d'éclairage (candélabres solaires photovoltaïques autonomes)

Echéancier : Devis réalisé, démarrage des travaux en 2016



CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs

Objectifs	<ul style="list-style-type: none">• Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation (objectif PCER)• Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations• Améliorer la qualité et le confort des bâtiments publics pour l'ensemble des usagers• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie
Contenu	<p>CHAMPS D'APPLICATION</p> <p>Tout le patrimoine des collectivités : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none">• Isolants standard ou éco-matériaux• Pare vapeur, freine vapeur• Accessoires de pose de l'isolant• Plaques de plâtres ou revêtements bois disposant de préférence du label FSC ou PEFC• Dans le cas d'isolation interne des murs : montage et démontage des radiateurs, modification des canalisations, jointement des plaques• Dans le cas d'isolation par l'extérieur : enduit de recouvrement de l'isolant, bardage bois• Elimination des déchets de chantier d'isolation• Menuiseries (en bois uniquement, PEFC ou FSC): fenêtres, volets• Ventilation• Dépenses de maîtrise d'œuvre• Etude thermique selon cahier des charges régional• Coût de main d'œuvre (entreprise uniquement)
Maîtres d'ouvrage	Communautés de communes, Communes, Communautés d'agglomération Associations
Financement régional	50% des dépenses éligibles
Modalités	<ul style="list-style-type: none">• Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an)• Les travaux doivent permettre d'atteindre la performance BBC rénovation*, ou à défaut, progression minimale de 100 KWh/m2/an et atteinte de l'étiquette C après travaux <p><i>* cette performance est susceptible d'être adaptée en fonction de l'évolution des normes nationales et européennes</i></p> <ul style="list-style-type: none">- Les communes de plus 1000 habitants et les communautés de communes* disposant d'au moins 10 bâtiments de plus de 10 ans doivent

avoir réalisé un Conseil d'Orientation Energétique du Patrimoine (COEP) ou adhérer à un service de Conseil en Energie Partagé (CEP)

- Les produits d'isolation utilisés doivent être de qualité reconnue

Isolants y compris matériaux biosourcés	Fenêtres, porte-fenêtre, baies vitrées	Volets
<ul style="list-style-type: none"> - ACERMI - Avis technique du CSTB - Avis technique européen 	<ul style="list-style-type: none"> - NF CSTbat - label ACOTHERM - label CEKAL - Menuiserie 21 	Fermeture type C ou D selon article 10 de l'arrêté du 30 mai 2007
<i>Ou tout autre mode de preuve légal dans un Etat membre de l'Union Européenne ou un Etat concerné par l'accord instituant l'Espace Economique Européen ou en Turquie.</i>		

- Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage et effectivement mise en œuvre correspond à la classe énergétique visée

Dans les communes de moins de 1000 habitants, cette attestation pourra être délivrée par le prestataire régional ayant réalisé l'étude thermique dans le cas où il a été mobilisé pour l'accompagnement du maître d'ouvrage pour le lancement des travaux.

Le marché régional pourra à son terme être prolongé, dans le cadre d'un marché local, ou par la reconduction du marché régional avec imputation budgétaire sur l'enveloppe du Contrat.

Dans le cas contraire, et/ ou si le bouquet de travaux retenu correspond à un autre scénario que celui préconisé dans l'étude thermique offerte par la Région, le maître d'ouvrage devra mandater un bureau d'étude thermique à ses frais pour la production de cette attestation

- Les travaux doivent être réalisés par une entreprise
- La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux
- Les opérations ne comprenant pas d'isolation des combles ne sont pas éligibles sauf si les combles sont déjà suffisamment isolées (attestation par un bureau d'étude thermique à l'appui)
- Le formulaire régional « plan isolation » doit être dûment complété
- Concernant le logement social le maître d'ouvrage devra démontrer une baisse de 15% de la quittance globale du locataire

** il s'agit du patrimoine dont la communauté de communes a la compétence pour la réalisation de travaux.*

Indicateurs d'évaluation

INDICATEURS TRANSVERSAUX	INDICATEURS SPECIFIQUES
<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an 	<ul style="list-style-type: none"> • Nb de bâtiments rénovés • Nb de bâtiments BBC rénovation après travaux • Nb de bâtiments atteignant la classe C après travaux • Surface d'isolants posés • Surface de menuiseries posées

***Eclairage public***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none">- Réduire les consommations en énergie de l'éclairage public des collectivités- Atteindre un facteur de réduction des consommations par 2,3 ou 4- Supprimer les lampes à vapeur de mercure- Supprimer les luminaires de type « boule »	
Contenu	Equipements éligibles au Certificat d'Economie d'Energie dans le cadre d'un projet de rénovation de réseau d'éclairage	
Maître d'ouvrage	Commune, communauté de communes ou Syndicat.	
Financement régional	Taux de subvention : 30 %	
Modalités	<ul style="list-style-type: none">- Le projet devra permettre de réduire à minima par 2 les consommations d'énergie par rapport à la situation initiale- Extension de réseaux exclue- Le remplacement d'un point lumineux par une solution de même puissance n'est pas éligible- La commune lieu des travaux devra avoir bénéficié d'un audit «Eclairage Public» des installations	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none">• Nb d'emplois créés• Nb d'emplois confortés• Nb de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombres d'heures travaillées• Nb d'ha artificialisés• Nb de projets bonifiés surfaces perméables• Nb de KWh économisés / an• Nb de GES évités / an• Nb de projets bonifiés PCET	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none">• Nombre de points lumineux traités• Nombre de communes traitées• Kw économisés

AGENDA 21

Sensibilisation et élaboration de l'agenda 21 du Pays de Combray et Courvillois

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Inscrire le projet du pays dans une démarche de développement durable - Le traduire dans un programme d'actions concrètes 			
Contenu	Ingénierie externalisée			
Maitre d'ouvrage	Syndicat mixte d'étude territoriale des Pays de Combray et Courvillois			
Financement régional	100% pour la sensibilisation en maitrise d'ouvrage régionale 80% maximum des frais d'ingénierie externalisés pour l'élaboration			
Modalités	⇒ Validation du cahier des charges par la Région et association au choix du prestataire ⇒ Association de la Région, et des autres partenaires financeurs, au Comité de pilotage de suivi de l'étude ⇒ Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support ⇒ Le financement de ces prestations émerge sur l'enveloppe de 10% maximum du Contrat pouvant être consacrée au fonctionnement			
Indicateurs d'évaluation	Périmètre d'élaboration de la stratégie Actions concrètes découlant de la stratégie			
	Maitre d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Etude Agenda 21	SMET	0 €		0€
TOTAL		0 €		0 €

TABLEAU RECAPITULATIF CRST ENTRE BEAUCE ET PERCHE (ex COMBRAY ET COURVILLOIS)

MAQUETTE INITIALE				
PRIORITÉS THEMATIQUES	Investissement	Fonctionnement	Total Subvention CONTRAT	% de la dotation totale
A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE	399 800	3 100	402 900	15%
Axe A1 : Attractivité numérique du territoire	320 000	0	320 000	12%
01 : Très Haut Débit	320 000		320 000	
Axe A3 : Economie agricole	20 000	0	20 000	1%
04 : Développement de l'agriculture biologique	10 000		10 000	
05 : Diversification agricole et dévpt des circuits alimentaires de proximité	10 000		10 000	
Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire	0	0	0	0%
08 : Insertion par l'Activité économique des personnes en difficulté	0		0	
Axe A6 : Economie touristique	59 800	3 100	62 900	2%
10 : Tourisme à vélo	59 800	3 100	62 900	
B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL	853 700	0	853 700	31%
Axe B1 : Services à la population	247 500	0	247 500	9%
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures	0		0	
15.1 : Projets locaux de santé	0		0	
19 : Structure d'accueil petite enfance	74 900		74 900	
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	172 600		172 600	
Axe B2 : Développement de l'accès à la culture	57 000	0	57 000	2%
17 : Equipements de lecture publique	57 000		57 000	
Axe B3 : Sport	549 200	0	549 200	20%
22 : Equipements sportifs et de loisirs	549 200		549 200	
22-2 : Equipements nautiques	0		0	
C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL	779 100	0	779 100	29%
Axe C1 : Aménagement d'espaces publics	352 000	0	352 000	13%
23 : Aménagement d'espaces publics	352 000		352 000	
Axe C2 : Foncier	0	0	0	0%
23-1 : Requalification de friches urbaines (Reconquête du foncier)	0		0	
23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs	0		0	
Axe C3 : Habitat – Logement	243 000	0	243 000	9%
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux	150 000		150 000	
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	0		0	
27 : Rénovation thermique du parc public social	93 000		93 000	
28 : Rénovation thermique du parc locatif privé	0		0	
AXE C5 : Mobilité durable	184 100	0	184 100	7%
30 : vélo utilitaire	184 100		184 100	

Maquette avenantée - Avenant n°1				
	Investissement	Fonctionnement	Total Subvention CONTRAT	% de la dotation totale
	1 076 500	0	1 076 500	39%
	1 006 700	0	1 006 700	37%
320 000	1 006 700		1 006 700	
	10 000	0	10 000	0%
10 000	10 000		10 000	
	0		0	
	0	0	0	0%
	0		0	
	59 800	0	59 800	2%
59 800	59 800		59 800	
	476 100	0	476 100	17%
	90 500	0	90 500	3%
	0		0	
	0		0	
74 900	74 900		74 900	
15 600	15 600		15 600	
	57 000	0	57 000	2%
57 000	57 000		57 000	
	328 600	0	328 600	12%
48 800	48 800		48 800	
	279 800		279 800	
	525 400	0	525 400	19%
	227 800	0	227 800	8%
121 200	227 800		227 800	
	0	0	0	0
	0		0	
	0		0	
	113 000	0	113 000	4%
	0		0	
113 000	113 000		113 000	
0	0		0	
	0		0	
	184 600	0	184 600	7%
36 600	184 600		184 600	

PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE				
30-6 : Expérimentations de "territoires en transition"	0		0	0
D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE	106 000	0	106 000	4%
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements)	57 200	0	57 200	
32 : Gestion alternative des espaces publics	18 800		18 800	
32-1 : Bonification matériaux perméables	10 000		10 000	
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	20 000		20 000	
E : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL	318 000	10 000	328 000	12%
35 : Plan Isolation bâtiments publics et associatifs	209 060		209 060	
35-1 - Forfait Energétis	0	10 000	10 000	
35-2 : Bonification climat énergie	40 000		40 000	
35-3 : Eclairage public - éclairage solaire des équipements publics	68 940		68 940	
37-1 : Agenda 21	0		0	
ENVELOPPE FONGIBLE	28 300	5 000	33 300	1%
ANIMATION TERRITORIALE DEDIEE AU CONTRAT	0	0	0	0%
SOUS-TOTAL HORS A Vos ID	2 484 900	18 100	2 503 000	92%
F : A VOS ID (dont 7 000 € pour le Lab' des Initiatives)			212 000	8%
ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT		2 715 000		

	0		0	
	0		0	0
	107 250	0	107 250	4%
27 800	88 450	0	88 450	
3 600	18 800		18 800	
	0			
0	0		0	
	311 750	10 000	321 750	12%
0	213 050		213 050	
	0	10 000	10 000	
	40 000		40 000	
58 700	58 700		58 700	
	0		0	
	33 000	0	33 000	1%
	0	0	0	0%
	2 530 000	10 000	2 540 000	93%
			200 000	7%
947 000		2 740 000		

NOUVELLE DOTATION 2 740 000 € en raison de l'arrivée de 2 communes
Ex DB = 2 145 000

ATTENDUS REGIONAUX		Proposition Maquette
CREDITS RESERVES POUR LA TRANSITION		
minimum Biodiversité	107 250	107 250
minimum Energie	321 750	321 750
A VOS ID	200 000	200 000
Autres crédits proposés		
CENTRALITES ET ESPACES VECUS		
minimum Pôle de centralité	-	-
Plafond espaces publics (15%)	411 000	227 800
FONCTIONNEMENT		
Plafond global	500 000	10 000
Plafond animation territoriale	-	-